

ci3FF

Centre d'information
sur les droits des femmes
et des familles

Nord / Territoires

Lille Métropole - Hainaut
Sambre Avesnois - Cambrésis

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2024

d'activités



Sommaire

- P.3 ● Aperçu de l'année
- P.4 ● Historique
- P.5 ● Organigramme
- P.6 ● Chiffres clés & budget
- P.7 ● Territoires & permanences

PARTIE 1

- P.8 ● Accès au droit
- P.12 ● Lutte contre les violences sexistes et sexuelles
- P.15 ● Intervention Sociale en commissariat et gendarmerie
- P.24 ● Médiation familiale
- P.31 ● Dialogue et Solidarité

PARTIE 2

- P.34 ● Précarité menstruelle
- P.36 ● Espace Vie Affective Relationnelle et Sexuelle
- P.38 ● Sant'Elles

PARTIE 3

- P.42 ● Insertion socio professionnelle
- P.46 ● Domiciliation

PARTIE 4

- P.47 ● Formations et sensibilisations



UN APERÇU aperçu DE L'ANNÉE

FORMATIONS

L'année 2024 aura une nouvelle fois démontré l'ampleur des défis auxquels sont confrontées les femmes, tant en matière de violences sexistes et sexuelles que sur le plan économique ou de la santé. Dans un contexte marqué par des **fémicides récurrents**, des **inégalités persistantes**, notamment sur le plan salarial, et une remise en cause, parfois insidieuse, des acquis historiques en matière de droits des femmes, le rôle du CIDFF Nord Territoires est plus que jamais essentiel. Pour cela, il mène **des actions de terrain au plus près des besoins des femmes**.

Parmi les actions marquantes de cette année, le **dispositif Sant'elles**, déployé dans le bassin minier du Nord, a ainsi permis de répondre de façon ciblée aux besoins en santé de femmes souvent éloignées du soin. Ateliers, formations, forums, etc. ont permis non seulement de lever des tabous, mais aussi de renforcer les connaissances, la confiance et l'accès aux ressources dans un territoire à forte précarité sanitaire et sociale. Cette action, à la fois ambitieuse et rigoureusement évaluée, témoigne de la capacité de l'association à intervenir sur des enjeux complexes, en lien avec les réalités locales et les priorités de santé publique en matière de santé des femmes.

Dans la continuité de son engagement, les **actions de sensibilisation et de formation sur les violences sexistes et sexuelles se sont développées**, bénéficiant de la certification Qualiopi. Elles ont visé tant les jeunes, dans les établissements scolaires, que les professionnel·les, de l'éducation et du social notamment. À travers ces interventions, le CIDFF Nord Territoires réaffirme que la prévention est un levier de transformation sociétale et que la lutte contre les violences doit concerner tous les acteurs.

L'année 2024 a également été celle de l'ouverture d'une **nouvelle antenne à Maubeuge**, concrétisation d'un projet porté par la volonté de mieux répondre aux besoins des femmes dans le sud du département.

Cette implantation territoriale s'inscrit dans la stratégie de l'association de proximité et de continuité d'action, en lien avec les dynamiques locales.

Nous ne saurions conclure sans rappeler que l'ensemble des actions du CIDFF Nord Territoires, leur pérennité et leur développement dépendent du soutien actif des partenaires publics. À l'heure où les priorités budgétaires évoluent, nous appelons à une vigilance constante quant au maintien des financements nécessaires à nos missions. Garantir les droits des femmes, ce n'est pas seulement les proclamer : c'est leur donner les moyens d'exister dans les faits.

En 2025, le CIDFF Nord Territoires vise à poursuivre avec détermination son action en faveur de l'égalité, de la justice sociale et de l'émancipation des femmes. À travers l'ancrage territorial, l'expertise de ses équipes et la force de ses partenariats, il continuera à construire, avec et pour les femmes, des réponses concrètes à des besoins essentiels.

Dany BOURDET,

Président du CIDFF Nord Territoires

COMBATS



HISTORIQUE

1970 - 2016

Créés dans les années 70, issus des mouvements féministes et des nouvelles politiques publiques à destination des femmes les CIDF avaient pour activité principale *l'information juridique*.

En 1992, le CIDFF devient *organisme de formation* et dispense des formations aux demandeurs-ses d'emploi, aux professionnel-les que ce soit en matière d'égalité, des violences faites aux femmes, d'élargissement des choix professionnels.

En 2016, le CIDFF devient officiellement le CIDFF Nord / Roubaix-Tourcoing-Marcq.

2019 - 2021

En 2019, par la fusion avec le CIDFF de Lille II devient le *CIDFF Lille Métropole*.

En 2020 il devient CIDFF Nord Territoires et *ouvre une antenne à Valenciennes*. Un travail de rapprochement avec le CIDFF de Cambrai aboutit en 2021.

En 2021 le CIDFF devient le *CIDFF Nord Territoires Lille Métropole Hainaut Sambre Avesnois Cambrésis*.

2022 - 2024

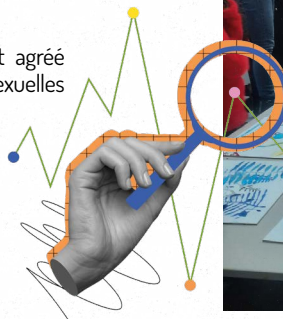
En 2022, le réseau des CIDFF fête *ses 50 ans*.

Le CIDFF est agréé association spécialisée d'aide aux victimes de violences sexistes et sexuelles par le Ministère de la Justice.

En 2023, Le CIDFF Nord territoires est agréé Espace de vie affective Relationnelle et sexuelles par l'État.

Il est certifié qualiopi.

En 2024 Création de l'antenne *CIDFF à Mauveuge*.



LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

au 31.12.2024

Président :

Dany BOURDET, enseignant

Trésorier :

Monsieur Denis VANLANCKER, retraité

Madame Sylvie LHERMITE,
agente de collectivités territoriales

Madame Myriam CAU, urbaniste

Monsieur Thierry CORMIER, expert cinéma

Madame Martine DEVYNCK, retraitée

Madame Sonia DOBROWOLSKI,
conseillère en insertion

Madame Olga MEURISSE, directrice
d'un établissement medico-social

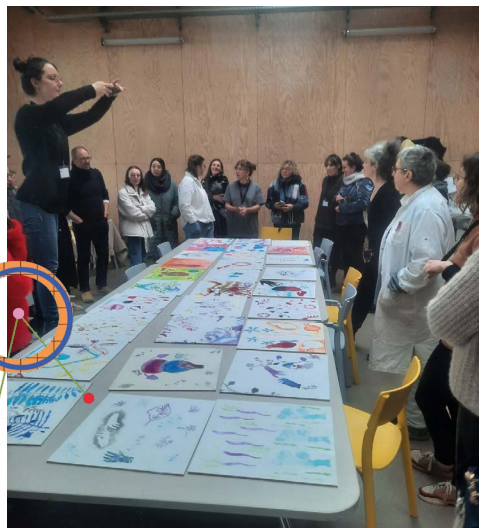
Madame Isabelle PIERRARD, retraitée

Monsieur Bruno DUVIVIER, enseignant

Madame Danielle WILLEM, retraitée

Madame Françoise MACHU, retraitée

Le Secours populaire de Roubaix



Journée de cohésion d'équipe - février 2025

ORGANIGRAMME

CIDFF Nord Territoires

au 31.12.2024

Direction

Marie Pessemier-Deboudt

Assistante de direction

Marie-Hélène de Magalhaes

Comptable-gestionnaire

Jean François Maleszka

Agente d'entretien

Hatice Demir

Chargée d'accueil et d'orientation

Déborah Lahousse

Cheffe de projet transversal

Chloé Levray (tout territoire)
Référente "handicap"

Pôle droit vie relationnelle & familiale

Lutte contre les violences sexistes & sexuelles

Pôle formation prévention

Pôle insertion Emploi / Santé

Juristes-formatrices

Solen Garsmeur (MEL)

Sajja Mousdari (MEL)

Anissa Djaoui (Hainaut)

Catherine Richard (Cambrésis)

Soumicha Larhrib (Avesnois)

Psychologues-formatrices

Caroline Belin (MEL)

Sabrina Grattepanche (Hainaut)

Lola Kudesko (Cambrésis Avesnois)

EVARS-formatrice

Laura Facq (Cambrésis)

Chargé.e d'animation et de formation

Aude Merchez (MEL)

Chloé Levray (Tout territoire)

Elise Camus Poulain (Avesnois)

Médiatrice familiale-formatrice

Sophie Dykmans (MEL)

Chargée de mission santé sexuelle-formatrice

Léa Domise (bassin minier)

Juristes

Solen Garsmeur (MEL)

Sajja Mousdari (MEL)

Anissa Djaoui (Hainaut)

Catherine Richard (Cambrésis)

Soumicha Larhrib (Avesnois)

Psychologues

Caroline Belin (MEL)

Sabrina Grattepanche (Hainaut)

Lola Kudesko (Cambrésis Avesnois)

Dialogue et Solidarité

Sandrine Sevrin-Destailleur

Service de médiation familiale (MEL)

Sophie Dykmans, coordinatrice et
médiatrice familiale

Myriam Pennequin,
médiatrice familiale

Carine Sablon, médiatrice familiale

ISCG

Anne-Charlotte Bancourt

Julie Dequecker

Intervenante Sociale

Lina Lanzetta (hainaut)

Conseillères Emploi formation

Marie Dominique Jayet

Clotilde Gyspeerd

Stéphanie Manias

Claire Trenteseaux

Malika Charabi

Priscilla Finot

Point écoute santé

Danielle Willem, infirmière

QUELQUES CHIFFRES

32 salarié.e.s

24,2 équivalent temps plein

31 femmes et 1 homme

ancienneté moyenne :

6 ans et 9 mois

28 cdi et 4 cdd

232,5 heures de formation suivies

CHIFFRES CLÉS

4 630
Contacts

84%
de femmes

1 311
Dossiers ouverts pour des faits de violences

2 048
Entretiens menés par les juristes

567
personnes accompagnées en Méditation Familiale

5 699
Nombre d'heures de collectifs

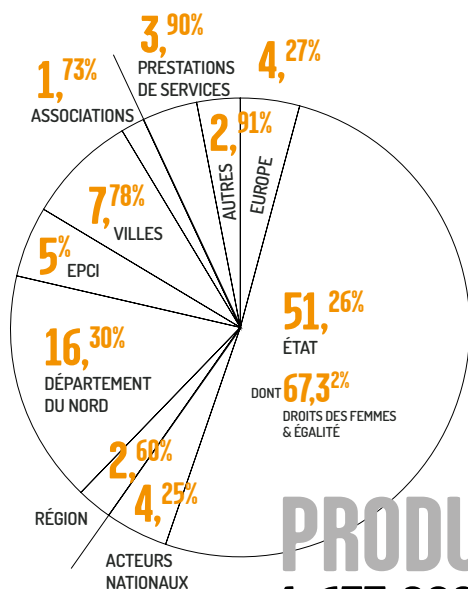
541
Dossiers traités par les intervenantes sociale en commissariat & gendarmerie

2 973
Entretiens menés dans le cadre de l'insertion socio professionnelle

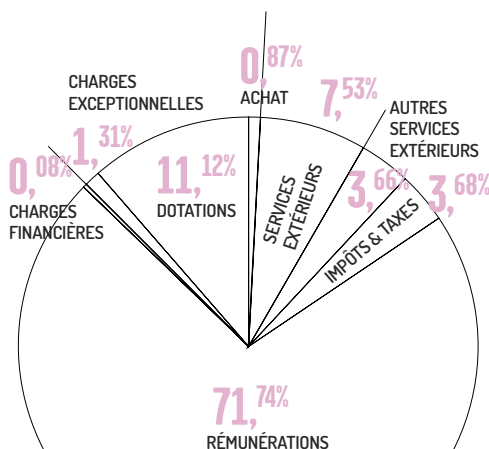
484
pour personnes accompagnées

8 667
Personnes formées ou sensibilisées

BUDGET



PRODUITS
1 637 202 €



CHARGES
1 593 588 €

TERRITOIRES

**6 antennes
+ 30
permanences
sur le territoire**

**CiDFF
TOURCOING**
124 Bis rue de
l'Epidème
59200 Tourcoing

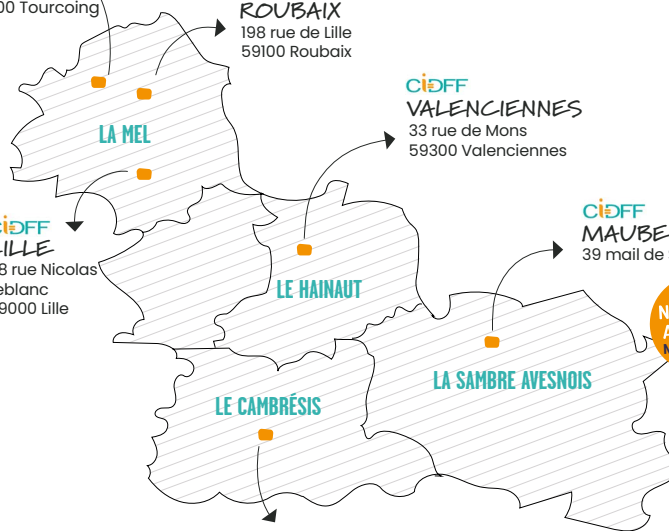
**CiDFF
ROUBAIX**
198 rue de Lille
59100 Roubaix

**CiDFF
VALENCIENNES**
33 rue de Mons
59300 Valenciennes

**CiDFF
LILLE**
48 rue Nicolas
Leblanc
59000 Lille

**CiDFF
MAUBEUGE**
39 mail de Sambre

**NOUVELLE
ANTENNE
Maubeuge**



**CiDFF
CAMBRAI**
19, rue du 8 Mai
59400 Cambrai

PERMANENCES

Maison du Citoyen
point d'accès au droit Lomme
343 avenue de Dunkerque
59160 Lomme
Jeudi de 9h à 12h

**Point d'accès au droit
d'Hellemmes**
118 rue Roger Salengro
59260 Hellemmes
Vendredi de 9h à 12h

**Maisons des services
3 PONTS ROUBAIX**
71 Avenue de Verdun
59100 Roubaix
**Lundi Mardi et Vendredi
de 8h45 à 12h30 / 13h30 à 17h15**

**PAD rue Jean Jaurès
Armentières**
Rue Jean Jaurès
59280 Armentières
Jeudi de 8 h30 à 12 h30

Mairie de Marcq en Baroeul
103 avenue du Maréchal Foch
59700 Marcq-en-Baroeul
Mardi de 13h45 à 16h45

Maison des Femmes
231 rue Decrème
59100 Roubaix
**les 2^{ème} et 4^{ème} jeudis
de 9h à 12h30**

MJD de denain
Rue Roger Salengro
59220 Denain
Vendredi de 9h à 12h

PAD de Condé sur l'Escaut
Porte Vautourneux -
Avenue de la Liberté
59163 Condé-sur-l'Escaut
1/2 mardis de 13h30 à 17h

Secours populaire de Roubaix
136 rue Turgot
59100 Roubaix
Lundi de 9h à 12h30

PAD de Saint Amand les Eaux
42 rue d'Orchies
59230 Saint-Amand-les-Eaux
1^{er} jeudi du mois de 9h à 12h30

**Maison de la famille de
Maubeuge**
1 rue de la Gendarmerie
59600 Maubeuge
Tous les 2 mois - 4^{ème} jeudi

**Maison des parents
Valenciennes**
9 rue du Prince de Tingry
59300 Valenciennes
**Tous les 3^{ème} mardi du mois
de 14h à 17h**

Maison du Citoyen Valenciennes
2, rue Lucien Jonas
59300 Valenciennes
3^{ème} jeudi du mois

**Maison France Service
du Cateau-Cambrésis**
13 place du commandant E Richez
59360 Cateau-Cambrésis (Le)
2^{ème} mardi du mois

Cité sociale Armentières
57 rue Paul Bert
59280 Armentières
Jeudi de 13h30 à 16h30

Permanence de Caudry
81 rue de la Paix
59540 Caudry
**3^{ème} mardi du mois de 15h30 à
17h30**

Permanence de Solesmes
5, rue de l'Abbaye
59730 Solesmes
4^{ème} mardi du mois de 9h à 12h
Maison de la solidarité
2 rue Jacques Prévert
59300 Aulnoy-lez-Valenciennes
**les 1^{er} mercredi du mois de 9h
à 12h**

Permanence de Gouzeaucourt
Place de la Mairie
59231 Gouzeaucourt
4^{ème} mardi du mois de 9h à 12h

CCAS de Villeneuve d'Ascq
29 rue Pasteur
59650 Villeneuve-d'Ascq
Tous les 15jrs le mardi de 9h à 12h

**Conservatoire Intercommunal
de Solesmes**
7 rue Emile Duée
59730 Solesmes
Le 1^{er} mardi du mois

CCAS Bruay-sur-l'Escaut
Place des Farineau
59860 Bruay-sur-l'Escaut
**4^{ème} Mardi du mois de 13h30
à 16h30**

L'ACCÈS AU DROIT

Dispensée par des professionnel.e.s qualifié.e.s et formée.e.s régulièrement, l'information juridique est **gratuite, confidentielle, actualisée**. Elle est ouverte à tous et à toutes.

INFORMATION



LES DEMANDES

Même lorsqu'elles portent sur un même sujet, les demandes formulées sont très différentes selon le contexte : l'approche n'est pas la même, par exemple, pour un divorce par consentement mutuel que pour une rupture consécutive à des violences.

L'aide recherchée est également très variable ; très schématiquement, il peut s'agir :

- de demandes d'information "pure", parfois sur un point très précis, qui nécessiteront d'importantes recherches documentaires.
- de demandes d'explication sur la teneur d'un jugement, de conclusions d'avocat ou d'un courrier.
- de demandes d'aide plus "technique" ; par exemple pour remplir un dossier d'aide juridictionnelle, un dossier de surendettement, une déclaration de revenus. Toute information utile est alors fournie à la personne pour compléter le document ou préparer le courrier souhaité.
- d'un souhait d'être rassuré ou besoin d'être écouté.
Souvent, l'entretien a été l'occasion d'exprimer pour la première fois des violences subies.

Il faut souligner que les permanences sont avant tout un lieu et un moment où **la place est faite à l'écoute**.

Ce temps est nécessaire pour pouvoir ensuite aborder les questions juridiques de façon profitable. Le contact privilégié reste l'accueil physique.

ÉCOUTE

NOTRE MISSION

L'information est basée sur l'**écoute active** ; l'écoute est non jugeante et respecte les souhaits, les convictions et le rythme de la personne accueillie.

- **Écouter les faits**
- **Questionner**
- **Envisager les différents aspects de la situation**
- **Reformuler ces faits**
- **Énoncer la ou les règles de droit applicables à la situation, de manière suffisamment claire, précise et objective, en laissant de côté nos impressions, nos propres valeurs, afin de permettre à la personne reçue de prendre une décision en connaissance de cause.**

La complexité de notre mission consiste, entre autres, à bien percevoir la demande qui peut être cachée et à créer le climat de confiance qui permettra de l'évoquer.

L'actualisation permanente des connaissances est indispensable ; chaque juriste dispose donc d'un temps hebdomadaire pour les recherches d'informations, la mise à jour de la documentation et la veille juridique. La formation est également importante ; les juristes se forment régulièrement.

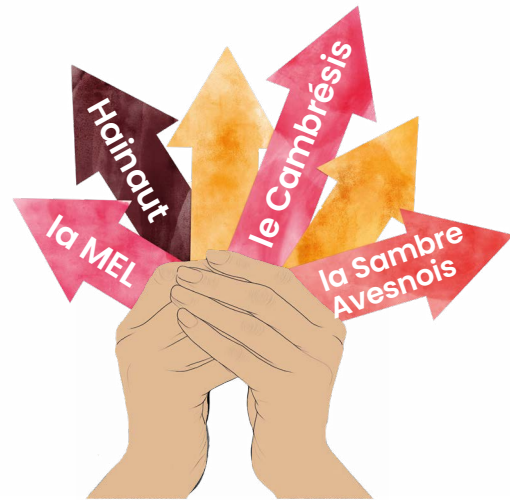
Plusieurs entretiens peuvent être nécessaires ; ainsi, par exemple, pour l'aide à la constitution d'un dossier de surendettement : une première rencontre permettra de faire le point sur la situation patrimoniale du demandeur, les crédits souscrits, les frais bancaires, avant de fournir toute précision utile sur la façon de remplir le document.

GÉNÉRAL

1 723 personnes reçues
(dont 79% Femme, 21% Homme,
0% Genre neutre) et **67 couples** ont bénéficié
d'un entretien individuel avec le CIDFF.

42 professionnelles (comme
des travailleu·euses sociales) sont également
entrées en contact avec le CIDFF pour
des renseignements sur les suivis de leurs
propres bénéficiaires. Cela correspond à

2 048 entretiens individuels menés
par le CIDFF, soit une moyenne de
1.3 entretiens par bénéficiaire.



PROFIL DES FEMMES BÉNÉFICIAIRES



Les femmes ayant bénéficié d'un entretien
individuel ont les profils suivants :

Âge : la tranche d'âge la plus représentée est celle
de **36 à 45 ans** avec **32%** des femmes.
0% des femmes sont mineures et 1% d'entre elles
ont plus de 60 ans.

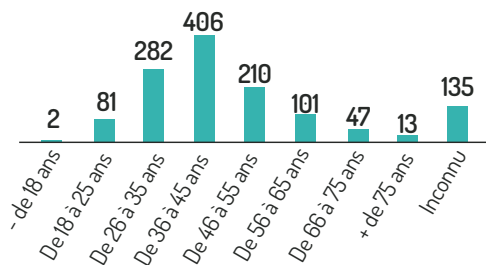
Lieu d'habitation : **20%** des femmes habitent dans
un **quartier prioritaire** de la politique de la ville
(QPV) et **8%** des femmes habitent dans une **Zone
de Revitalisation Rurale (ZRR)**.

Situation conjugale : les femmes sont réparties de
la façon suivante : **36% en couple**, **14% en cours de
séparation**, **1% veuf·ve**, **5% inconnu**, **27% seule**.
Situation parentale : **62% des femmes ont au
moins un enfant à charge**.

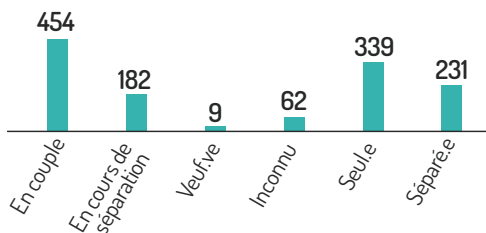
Situation professionnelle : **50%** des femmes sont
en **emploi** et **42%** sont **sans emploi**.

Nationalité : les femmes sont réparties de la façon
suivante : **78% française**, **1% union européenne**,
20% hors U.E.

RÉPARTITION DES FEMMES PAR TRANCHE D'ÂGE



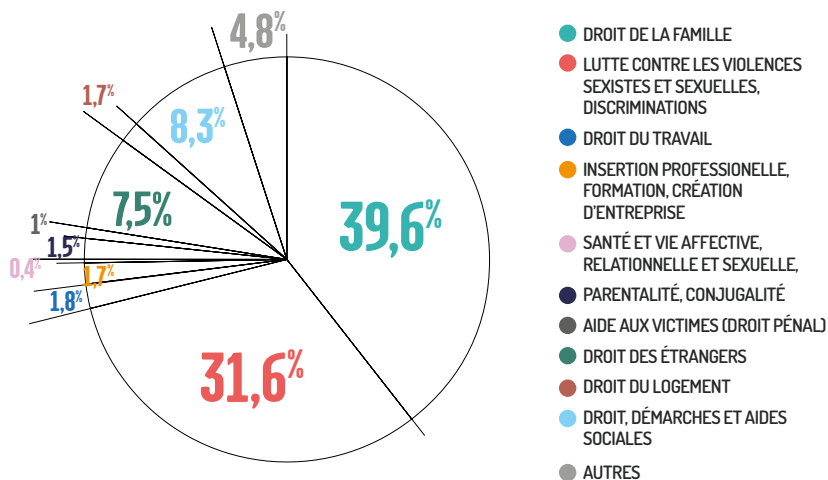
RÉPARTITION DES FEMMES PAR SITUATION MATRIMONIALE



DEMANDES - RÉSUMÉ

Les bénéficiaires ont émis **4 709 demandes**, dont **3 756** demandes émises par des **femmes**. **41%** de ces demandes concernent le Droit de la famille, **28%** concernent la Lutte contre les VSS et les discriminations, et **1%** concernent l'Insertion professionnelle, la formation ou la création d'entreprises.

RÉPARTITION PAR CATÉGORIE DES DEMANDES FORMULÉES PAR LES FEMMES



ORIENTATION VERS QUELLE(S) STRUCTURE(S)

	TOTAL ENTRETIENS
Association aide aux victimes	11
Association humanitaire (CIMADE, Secours Populaire, ...)	15
Services de la préfecture (OFIL, etc.)	105
Médiation familiale	74
Écrivain-e public-que	4
Association spécialisée dans l'accompagnement des femmes	6
Association de quartier	3
Professionnel-le-s du droit	728
Police/Gendarmerie	246
Défenseur-e des droits	13

	TOTAL ENTRETIENS
Médiateur-trice/Conciliateur-trice de la justice	13
Inspection du travail	10
Syndicat	16
Structures de santé (Hôpital, médecin, ...)	135
Administration	43
CAF/MSA	102
Professionnel-le-s de l'emploi formation	21
Tribunal ou structure d'accès au droit (Point Justice, France Services, ...)	519
Professionnel-le-s de l'action sociale	178
Mairie	23

VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES

495 femmes victimes de violences ont bénéficié d'un **entretien individuel juridique** avec le CIDFF. Parmi elles, **455** (soit **92%**) ont explicitement **exprimé une demande** concernant les VSS tandis que **40** (soit **8%**) ont été identifiées comme victimes de violences par la ou le professionnel-le ayant mené l'entretien.

La majorité des femmes victimes de violences ayant bénéficié d'un entretien individuel avec le CIDFF le sont pour **65%** d'entre elles dans un contexte de Violences au sein du couple ou ex-couple.

Lieux d'accueil	Femme	Homme	Couple	Professionnelle	Genre neutre	Total
Métropole Européenne de Lille	848	227	64	34	1	1174
CIDFF Antenne de Roubaix	154	32	12	4	0	202
CIDFF Antenne de Tourcoing	97	13	6	1	0	117
CIDFF Antenne de Lille	235	28	2	19	0	284
Secours populaire de Roubaix	8	5	0	1	0	14
MJD Roubaix	36	32	16	0	0	84
MAISON DES SERVICES 3 PONTS Roubaix	56	18	1	0	0	75
Maison des Femmes Roubaix	30	0	0	2	0	32
Mairie de Marcq en Baroeul	44	4	1	1	0	50
Maison du Citoyen point d'accès au droit Lomme	94	45	10	2	1	152
CCAS de Villeneuve d'Ascq	19	0	0	2	0	21
Point d'accès au droit d'Hellemmes	31	21	3	2	0	57
PAD RUE JEAN JAURES ARMENTIERES	34	23	11	0	0	68
Cité sociale Armentieres	10	6	2	0	0	18
Cambrésis	114	31	2	1	0	148
CIDFF Antenne de Cambrai	97	25	1	1	0	124
Maison France Service de le Cateau-Cambrésis	5	3	1	0	0	9
Permanence de Caudry	2	3	0	0	0	5
Permanence de Gouzeaucourt	8	0	0	0	0	8
Permanence de Solesmes	2	0	0	0	0	2
Avesnois	55	16	1	6	0	78
CIDFF Antenne de Maubeuge	55	15	1	6	0	77
Maison de la famille de Maubeuge	0	1	0	0	0	1
Hainaut	260	62	0	1	0	323
CIDFF antenne Hainaut	214	37	0	1	0	252
MJD de Denain	12	8	0	0	0	20
PAD de Condé sur l'Escaut	10	7	0	0	0	17
PAD de Saint Amand les Eaux	7	6	0	0	0	13
Maison de la solidarité Aulnoy Lez Valenciennes	1	0	0	0	0	1
Maison des parents Valenciennes	16	4	0	0	0	20
Total	1277	336	67	42	1	1723

LA LUTTE contre les violences sexistes et sexuelles

QUELQUES CHIFFRES



964 personnes reçues
par les professionnel.e.s

500 personnes informées
sur les droits

285 personnes accompagnées
sur le plan psychologique

182 personnes accompagnées
sur le plan social et insertion

La lutte contre les violences sexistes et sexuelles est une priorité pour le CIDFF Nord Territoires. Inscrit au cœur d'un réseau d'acteurs des territoires sur lesquels il agit et en écho aux politiques publiques d'éducation, de justice, d'insertion, de santé, il propose :

- des **actions de prévention des violences** dès le plus jeune âge en déconstruisant les stéréotypes de genre, propices aux relations de domination.
- des **formations au repérage et à l'accueil des victimes** pour les professionnel.e.s du champs socio-éducatif, de la santé, de l'entreprise...
- un **parcours de soutien aux victimes**, les épaulant tant au plan judiciaire que psychologique et social.

LE TCHAT SUR FACEBOOK

Issu du premier confinement l'offre de contact en ligne sur facebook permet une **fluidité d'échange** sur des situations de violences et l'apport d'un retour rapide ; Le créneau est disponible chaque vendredi de 13h30 à 15h et dans la plupart des cas un rendez vous physique est convenu à l'issue de la conversation.

LE PARTENARIAT

Le CIDFF Nord Territoires participe à différents groupes de travail et commissions sur les thématiques de lutte contre les violences sexistes et sexuelles et d'accompagnements des victimes :

- **Préfecture de département** : Comité local d'aide aux victimes
- **Sous préfecture de Valenciennes** : Commission d'arrondissement "violences conjugales"
- **Sous préfecture de Cambrai** : Commission d'arrondissement "violences conjugales"
- **Roubaix** : participation au groupe de travail piloté par le CCAS Femmes de Roubaix
- **Lille** : Groupe de travail piloté par la Ville "Égalité et lutte contre les violences faites aux femmes"
- **Tourcoing** : Commission Violences conjugales piloté par le CADSAV
- **Lille-Cambrai** : groupe technique "violences conjugales" piloté par les référentes départementales "violences"
- **Maubeuge** : Groupe de Travail LCD (*lutte contre les discriminations*) piloté par la CAMVS
- **Le réseau Égalité (ELISA) d'Armentières**
- **Le groupe de travail Violences conjugales d'Armentières**
- Le réseau de **lutte contre les violences conjugales** animé par **MNS de Seclin**
- Le réseau **enfant victime de violences conjugales** animé par **MNS de Lille**
- Le réseau **Égalité de Valenciennes**
- L'observatoire des violences conjugales du **Hainaut**.

CONTRIBUTIONS CITOYENNES

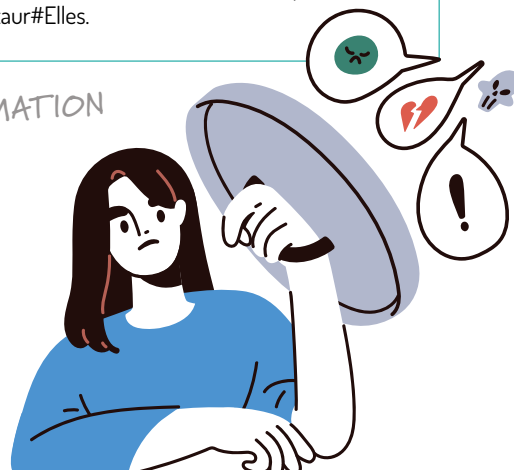
En application de la loi du 8 avril 2021 et de la convention signé en aout 2023 pour le Tribunal Judiciaire de Lille, l'association CIDFF Nord Territoires est habilitée à recevoir les contributions citoyennes déterminées par le Procureur de la République en fonction de la gravité des faits ainsi que des ressources et des charges de l'auteur des faits.

La contribution citoyenne est destinée à participer au financement de l'accompagnement juridique et psycho-social des victimes de violences sexistes et sexuelles.

En 2024, **101** personnes ont été condamnées à verser une contribution citoyenne, dont **92 hommes et 9 femmes**. **18** contributions n'ont pas été honorées.

En 2024, **23 350€** ont permis le financement d'accompagnement des victimes de violences sexistes et sexuelles au sein du CIDFF dans le cadre en particulier de l'action Restaur#Elles.

INFORMATION



Restaur#elles

Les victimes de violences sexistes et sexuelles sont identifiées de 3 façons :

Les permanences délocalisées de proximité

- Les antennes CIDFF
- Les interventions collectives
- Le réseau partenarial local

Les victimes sont accueillies par des professionnelles :

- Juristes
- Psychologues
- Travailleuses sociales, intervenantes sociales en commissariat et gendarmerie, conseillères en insertion et infirmière

LE VOLET JURIDIQUE

L'accueil des femmes victimes de violence sexistes et sexuelles nécessite une attention, une **écoute** et une **action toute particulière**.

En effet, il est important dans un premier temps de bien écouter la personne et d'établir une relation de confiance avec elle.

Ensuite, il convient d'aborder les questions plus particulières de la procédure pénale (*dépôt de plainte, poursuite pénale, médecine légale...*), de sa mise à l'abri, de l'éloignement du conjoint ou du concubin violent et de son éventuelle séparation ou divorce.

Un accompagnement dans les démarches peut même parfois être proposé aux femmes désirant ne pas se rendre seule en audience par exemple ou pour un dépôt de plainte.

Une juriste est spécialisée en droit des étrangers.es. Ce qui permet de travailler le volet juridique avec des femmes primo arrivantes ou relevant de situation particulière vis à vis du droit.

LE VOLET PSYCHOLOGIQUE

Il existe deux activités de soutien psychologique au sein du CIDFF :

> Le soutien psychologique individuel

Les entretiens individuels sont généralement un espace nécessaire à :

- L'accueil, l'analyse des problématiques et l'appréhension des situations de violences et des émotions associées.
- L'écoute et l'aide à la personne à mettre des mots sur ce qu'elle vit.
- La description du processus de violences, du cycle de la violence et des comportements des auteurs de violence.
- La prise de conscience d'une situation d'emprise psychologique.
- La reconnaissance du statut de victime le cas échéant pour se reconstruire.
- Déculpabiliser, rassurer, valoriser les qualités et compétences.
- La détection de troubles psychologiques et mentaux (*dépression, troubles anxieux, état de stress post-traumatique*) et orientation le cas échéant vers les structures adaptées.
- Orientation vers le réseau partenaires.

> L'activité collective de psychologique

- le groupe de parole pour femmes victimes de violences conjugales ;

Ce groupe mensuel se focalise sur l'**exploration des ressemblances** dans le récit des femmes victimes de violences conjugales, malgré leurs histoires individuelles différentes. Pour cela, un focus est fait sur les stratégies des auteurs de violence. L'objectif étant de **déconstruire leur vulnérabilité**, de comprendre comment s'est mise en place l'emprise psychologique, et d'être dans la prévention de la récurrence de relations violentes.

- les ateliers mensuels Restaur'elles pour femmes ayant vécu des violences sexistes et sexuelles répétées.

D'une manière générale, ces ateliers ont été pensés pour être librement choisis par les participantes. En effet, le **consentement éclairé** est d'autant plus important que les violences sont des épisodes de déshumanisation et de privation de son agentivité. Pouvoir être actrice de ses choix a, en soi, une dimension thérapeutique.

Le point écoute santé

En complémentarité avec le soutien psychologique animée par une infirmière bénévole, ce service apporte une écoute aux personnes victimes dans le but d'une reconstruction progressive de l'estime de soi. Cet aspect de l'accompagnement permet l'acquisition d'une confiance en soi afin de poursuivre les démarches de manière plus certaine.

L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL ET D'INSERTION :

Dans le cadre du dispositif RSA ou des dispositifs pépites et le SAS nous avons pu repérer et accompagner 64 femmes dans leurs démarches d'insertion socio professionnelle.

Il s'agit tenant compte de leur situation vis à vis des violences de les accompagner vers l'autonomie. Les travailleuses sociales peuvent au besoin mobiliser le volet juridique ou psychologique. Le travail porte sur le logement, l'accès aux droits sociaux, l'AAU, la parentalité, l'emploi.

Des liens sont fait avec les opérateurs ad hoc du territoires afin de mobiliser les droits dans leur complétude et favoriser l'autonomie financière, sociale, personnelle et professionnelle.

L'ACCOMPAGNEMENT TRANSDISCIPLINAIRE


Les personnes accompagnées nécessitent toutes d'un accompagnement transdisciplinaires. Les conséquences des violences sont multiples et se regroupent en quatre dimensions **physique, psychologique, économique et sociale**.

Outre l'accompagnement interne au CIDFF, les accompagnements sont tous imbriqués dans un partenariat construit en fonction des besoins exprimés par les personnes accompagnées.

Nous sommes donc en contact permanent avec des acteurs sociaux tels que les travailleurs sociaux en commissariat et de la caisse d'allocations familiales, le 115. Des associations, au besoin les centres hospitaliers, sur l'aspect juridique l'accompagnement transdisciplinaire se fait en interne avec la juriste.

FOCUS SUR L'ACCOMPAGNEMENT PSYCHOLOGIQUE *Restaur#elles*

QUELQUES CHIFFRES

 1051 entretiens pour
208 personnes pour 2,2 ETP

Objet de l'accompagnement :

Les personnes accompagnées sont des **femmes victimes de violences sexistes et sexuelles**. Les profils de personnes accompagnées sont hétérogènes et les besoins sont divers et variés. Ainsi, un accompagnement adapté est nécessaire à chaque situation. Ce qui nécessite l'intervention d'une équipe pluridisciplinaire (juridique, sociale, psychologique, médicale...) formée aux conséquences multiples des violences. Celles-ci ne s'arrêtent pas avec le départ du domicile ou la condamnation de l'auteur, elles perdurent et impactent souvent la reconstruction psychologique et sociale de la personne victime et affectent le sentiment de compétence en termes de parentalité. Chaque action menée par le CIDFF nord territoire est ainsi pensé pour Prévenir la violence. **Accompagner et Agir sur les conséquences des violences.**

HAINAUT

"La symptomatologie en lien avec les violences subies (psycho-traumatisme, anxiété, dépression, manque d'estime de soi, baisse de confiance en soi, défaut d'affirmation de soi...) peut être un frein vers le "mieux être" des personnes accompagnées. L'utilisation des leviers thérapeutiques contribue au fait que les personnes accompagnées se projettent plus facilement dans une reprise d'activité, le passage de permis de conduire, la reprise de sport, les projections à moyen et long terme... De plus, les notions de violences sont souvent encore floues. La violence est souvent perçue comme uniquement physique avec une échelle de gravité relative aux coups visibles. L'accompagnement au repérage des violences et aux conséquences psychologiques de celle-ci permet aux personnes accompagnées de s'en protéger."

 **Sabrina Grattepanche,**
psychologue à Valenciennes

➤ 564 rendez-vous réalisés
88 suivis psychologiques individuels
6 rencontres sans suivi
23 suivi terminé avec "mieux être"
9 suivi terminé "perdu de vue"
56 accompagnement en cours

MÉTROPOLE DE LILLE

*"En complément les ateliers mensuels de reconstruction visent à créer pour les participantes une **reconnexion à leur corps** et leur schéma corporel, à travers différentes activités mettant en jeu la conscience de son corps et de son schéma corporel, la détente et la respiration. Ainsi, une intervenante extérieure initie les participantes à certaines pratiques psycho-corporelles pendant quelques séances.*

*Les objectifs généraux sont la **(re)découverte de l'ancrage et des limites de son propre corps**, qui servent de guide et de tuteur dans les relations interpersonnelles. Ces pratiques individuelles permettent également aux personnes de découvrir des sensations de détente parfois oubliées depuis très longtemps ; de pouvoir se laisser traverser par certaines émotions ou certains souvenirs difficiles ; enfin, de **s'autoriser à prendre soin de soi et à connaître son propre corps.**"*

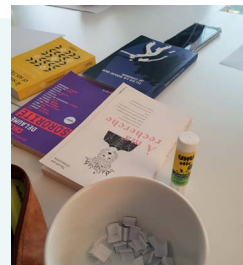
Caroline Belin, psychologue à Lille

➤ 382 rendez-vous réalisés
85 suivis psychologiques individuels
6 rencontres sans suivi
12 suivi terminé "perdu de vue"
39 accompagnement en cours

RECONSTRUCTION

Le groupe de paroles permet de travailler :

- Les conséquences des violences sur ma vie actuelle ;
- Qu'est-ce que l'amour par rapport à la dépendance affective ;
- Les limites, l'affirmation de soi dans les interactions sociales ;
- Les stratégies d'impunité mises en place par les auteurs de violence.



AVESNOIS

CAMBRÉSIS

“Le focus des accompagnements se fait sur la **gestion des émotions** (angoisse, culpabilité, colère, sentiment d’injustice) mais aussi sur la **psycho-éducation des violences subies** (cycle et mécanismes de la violence, relations abusives), la psycho-éducation des mécanismes psychologiques en jeu lors de la situation de stress et des conséquences et mécanismes traumatiques associés. Nous essayons aussi d’évoquer les conditionnements sociétaux en jeu dans la perpétuation de la violence, cela permet souvent d’**appréhender la peur** de la répétition du schéma et de travailler la culpabilité et la tendance à la pathologisation de l’extérieur mais aussi d’elles-mêmes (comme “faible”, en grande dépendance affective ou hypersensible, des mots par ailleurs évocateurs de la dépersonnalisation effectuée par l’auteur et parfois même lors de la victimisation secondaire).

Parfois, la compréhension de ces mécanismes sociétaux amène à déconstruire leur propre conceptualisation du couple hétérosexuel où l’homme possède et contrôle la femme et à en revenir aux mécanismes de la violence. Le but étant d’essayer de **comprendre les racines et l’ancrage de ces croyances**. Les accompagnements se focalisent donc aussi sur la connaissance et surtout le repérage des signaux et des schémas de violences. Enfin, un travail sur la sortie de l’isolement (social et professionnel) est aussi projeté en entretien. Notre objectif est d’accompagner les femmes à faire face aux conséquences des violences et à reconstruire voire construire des bases d’estime de soi. Nous agissons aussi pour prévenir des situations de violences.”



Lola Kudesko,
psychologue à Cambrai
et Maubeuge

➤ 9 rendez-vous réalisés
4 suivis psychologiques individuels
4 suivi terminé “perdu de vue”
9 accompagnement en cours

➤ 96 rendez-vous réalisés
31 suivis psychologiques individuels
17 suivi terminé avec “mieux être”
4 suivi terminé “perdu de vue”
14 accompagnement en cours

L'INTERVENTION SOCIALE EN COMMISSARIAT ET GENDARMERIE

MISSIONS ET CADRE DE RÉFÉRENCE

INFORMATION

Les missions des intervenants sociaux en police et gendarmerie ont été définies par une circulaire du **21 décembre 2006** instaurant un “**cadre de référence des intervenants sociaux dans les commissariats de police et unités de gendarmerie**”, et visant à fixer leur champ d’intervention.

Cadre de référence de 2006 :

Les principales missions de l’intervenant social (...) sont les suivantes : **évaluer la nature des besoins sociaux qui se révèlent à l’occasion de l’activité policière ; réaliser l’intervention de proximité, dans l’urgence si nécessaire : actes éducatifs ou de médiation sociale, assistance technique, action de soutien, d’information et d’orientation ; faciliter l’accès de la personne aux services sociaux et de droit commun concernés.**

Les missions de l’intervenant social relèvent de l’action sociale et ne sont pas des missions de sécurité publique.

Les principales missions peuvent se résumer ainsi :

- Accueil et écoute active en évaluant la nature des besoins sociaux révélée dans le cadre de l’activité des forces de l’ordre Intervention sociale de proximité selon la situation de crise, voire d’urgence.
- Participation au repérage précoce des situations de détresse sociale afin de prévenir une éventuelle dégradation.
- Informations et orientations spécifiques vers les services sociaux de secteur, spécialisés et/ou les services de droit commun.
- Facilitation du dialogue interinstitutionnel entre les services de sécurité publique et la sphère socio et médico-éducative.
- Participation à l’observatoire national du dispositif en complétant régulièrement la grille statistique du ministère de l’intérieur et en rédigeant un rapport d’activité annuel.

Au commissariat de Cambrai

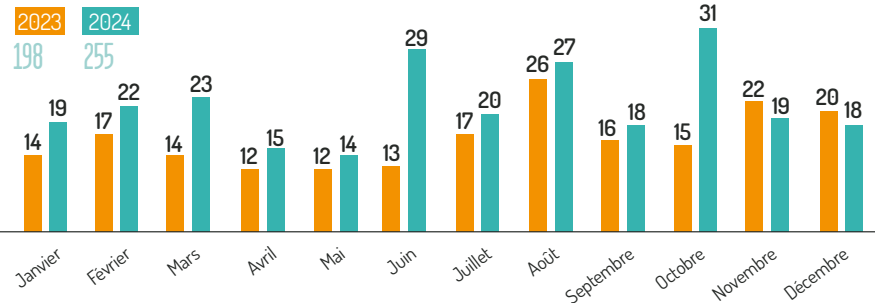
Le poste intervention sociale au commissariat de police de Cambrai a été créé le 1er octobre 2020.

Ce poste est financé par l'Etat, la communauté d'agglomération de Cambrai et le Département. Il a, dans un premier temps, été porté par l'association Havre situé au Cateau-Cambrésis du **1er octobre 2020 au 31 mai 2022**.

Depuis le **1er juin 2022**, il est porté par le CIDFF Nord Territoires et, est rattaché à l'antenne de Cambrai où se trouve une juriste, une psychologue et une animatrice en vie relationnelle, affective et sexuelle.

EVOLUTION DE L'ACTIVITÉ

PAR DOSSIER



Pour cette année 2024, une légère hausse de l'activité est constatée soulignant le travail d'amélioration des orientations en interne et du renforcement du partenariat externe.

EN NOMBRE D'USAGERS

En 2024, l'intervenante sociale a reçu **138** personnes physiquement au sein du commissariat contre **107** personnes en 2023.

190 personnes étaient impactées par les situations, mais n'ont pas été reçues, contre **153** en 2023.

On entend par "proches impactés non reçus" les autres personnes directement concernées par la situation mais qui n'ont pas eu de contact direct avec la professionnelle.

PROFIL DES BÉNÉFICIAIRES



PAR ÂGE

	2023	2024
Personnes mineures	21	21
Personnes majeures	177	234
Total	198	255

En 2023, on constate une légère baisse de la part des mineurs.



2024

PAR SEXE

	Homme	Femme
- de 18 ans	6	15
18/25 ans	4	63
26/60 ans	22	118
+ de 60 ans	7	20
Total	39	216



2023

PAR SEXE

	Homme	Femme
- de 18 ans	7	14
18/25 ans	1	38
26/60 ans	13	116
+ de 60 ans	2	7
Total	23	175

PAR STATUT

	Mineures	Mineurs Hommes	Femmes
Victimes	8	2	84
Mise en cause	0	6	2
Hors champ pénal	7	25	116

Comme chaque année, la majorité des interventions, de l'intervenante sociale, sont faites auprès des femmes qu'elles soient dans la catégorie "victimes" ou "hors champ pénal".

Cette année 2024, l'intervenante sociale a reçu plus de personnes de la catégorie "hors champ pénal" que les années précédentes.

En effet, beaucoup de personnes sollicitent son intervention pour des demandes d'informations ou de conseils pour bénéficier de la meilleure orientation possible.



RÉTROSPECTIF

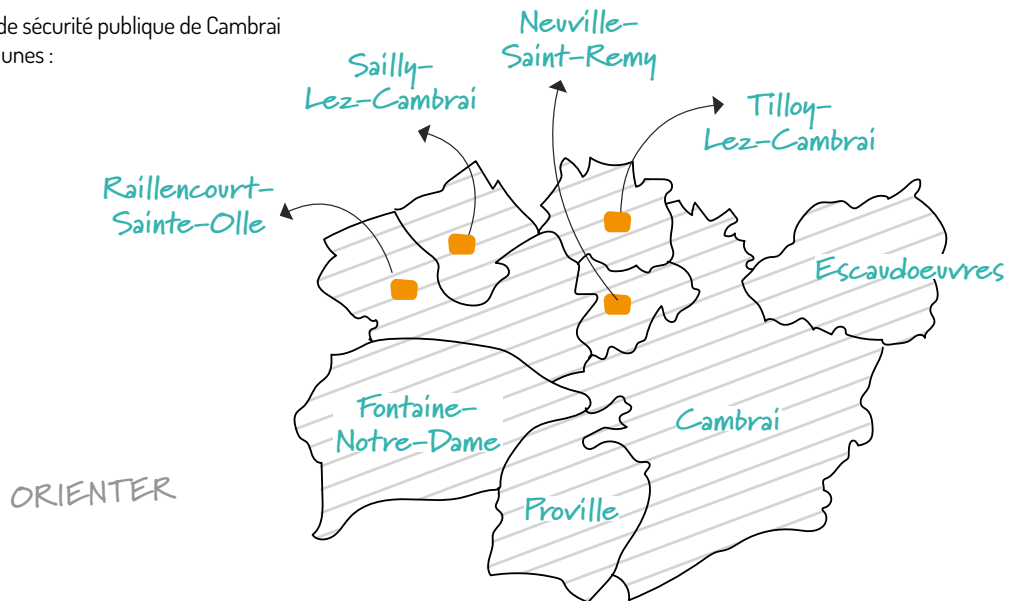
	2021	2022	2023	2024
Victimes	141	102	103	99
Mise en cause	12	10	2	8
Hors champ pénal	143	114	93	148
Total	296	226	198	255

De nombreux temps d'échanges sont également fait avec les partenaires sur des situations connues ou non des services de police ou sociaux.

Ce temps passé à donner des informations permet parfois, d'éviter un dépôt de plainte tout en favorisant un espace de parole et de compréhension de la situation.

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES DOSSIERS

La circonscription de sécurité publique de Cambrai comporte 8 communes :



ORIGINE DES SAISINES

Comme pour les années précédentes, les saisines se font majoritairement en interne.

169 ont été transmis par les différents services du commissariat à l'intervenante sociale.

86 dossiers ont été transmis par les différents partenaires du territoire à l'intervenante sociale.

Saisines internes :

- ✓ **72** dossiers orientés par la brigade de protection de la famille
- ✓ **59** dossiers orientés par le service des plaintes
- ✓ **16** dossier orientés par le groupe d'appui judiciaire
- ✓ **15** dossiers orientés par le service de l'accueil
- ✓ **3** dossiers orientés directement par la police secours
- ✓ **3** dossiers orientés directement par la hiérarchie
- ✓ **1** dossier orienté par le portail numérique.

Saisines externes :

- ✓ **38** contacts direct
- ✓ **20** orientations faites par la maison nord solidarité
- ✓ **4** orientations de la CRIP
- ✓ **1** orientation de la mission locale
- ✓ **1** orientation de l'Adapt
- ✓ **1** orientation par le tribunal
- ✓ **2** orientations du planning familial

- ✓ **1** orientation de l'AJAR
- ✓ **1** orientation de l'EVARS du CIDFF
- ✓ **3** orientations des assistantes sociales scolaires
- ✓ **2** orientations des élus
- ✓ **5** orientations des papillons blancs
- ✓ **7** orientations des assistantes sociales du centre hospitalier de Cambrai
- ✓ **1** orientation des services de la mairie de Cambrai
- ✓ **1** orientation de l'assistante sociale du personnel du département
- ✓ **1** orientation de l'ISG de la Somme
- ✓ **1** orientation de l'ISG d'Arras
- ✓ **2** orientations des ISG du Cambrésis
- ✓ **7** orientations du service SOLVEIG
- ✓ **1** orientation du service Médiannes de la Sauvegarde du Nord
- ✓ **1** orientation de la Sauvegarde du Nord

Situations connues des services sociaux

Pour cette année 2024, **58%** des situations étaient connues et **41%** des situations non connues. **1%** de données non disponibles.

Pour cette année 2024, il est à noter une augmentation des situations connues des services sociaux. En effet, l'intervenante sociale a été plus sollicitée par les partenaires extérieurs soit pour des demandes d'informations sur une situation ou sur des orientations.

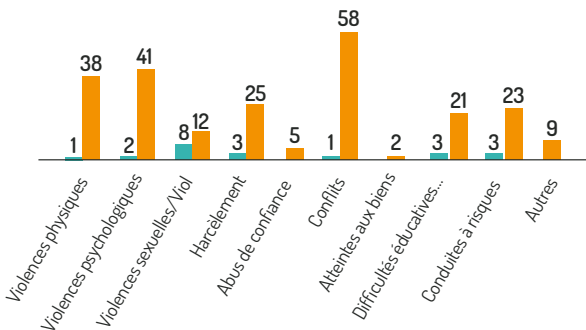
LES PROBLÉMATIQUES RENCONTRÉES

Comme pour les années précédentes, la problématique des violences physiques chez les victimes reste élevée avec une augmentation des violences psychologiques.

Dans les situations rencontrées, il n'est pas rare que les victimes évoquent la multiplicité des violences (physiques, psychologiques, sexuelles et administratives).

Dans la catégorie "hors champ pénal" c'est toujours la thématique des conflits qui ressort le plus. Bien souvent, dans cette catégorie, nous retrouvons des couples en séparation, en instance de divorce, qui ont du mal à trouver une entente. Notamment pour la garde des enfants. Ces situations ne nécessitent pas toujours une main-courante ou un dépôt de plainte. L'intervention de l'ISC permet parfois de faire tiers avant de relayer aux partenaires compétents et d'éviter un dépôt de plainte.

La catégorie "autres" correspond, bien souvent, à des demandes d'informations et de conseils dans différents domaines ou des relais de situations avec les partenaires extérieurs.



■ Mineur ■ Majeur

Le graphique ci-dessus représente toutes les problématiques rencontrées, peu importe le statut (victime/mis en cause/hors champ pénal).

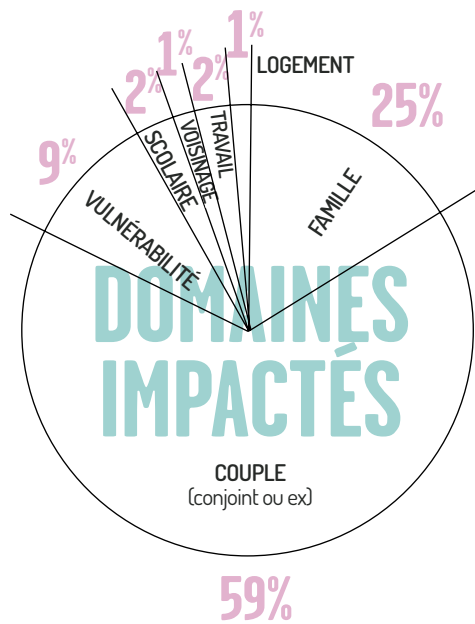


Domaines impactés :

Le graphique ci-dessous représente l'ensemble des problématiques rencontrées selon le domaine impacté.

La catégorie vulnérabilité regroupe les personnes en situation de handicap, les personnes âgées ou les mineurs.

Le domaine le plus impacté reste celui du couple du conjoint ou des ex-conjoints.



Les violences intrafamiliales :

Les violences intrafamiliales sont des violences qui interviennent au sein de la famille et du foyer. Elles sont généralement le fruit de violences conjugales (au sein du couple) mais peuvent également atteindre les enfants.

Elles peuvent prendre la forme de violences verbales, physiques, psychologiques, économiques ou sexuelles.

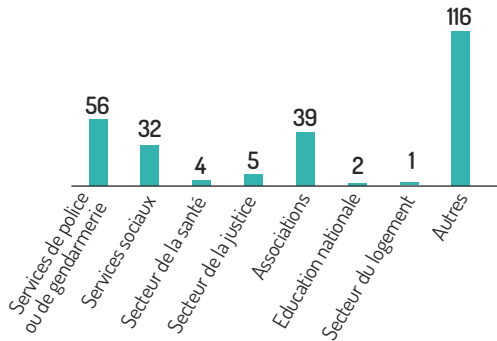


NBRE DE DOSSIERS TRAITÉS

Année	2021	2022	2023	2024
Nbre de dossiers traités	114	114	95	128

LES ORIENTATIONS

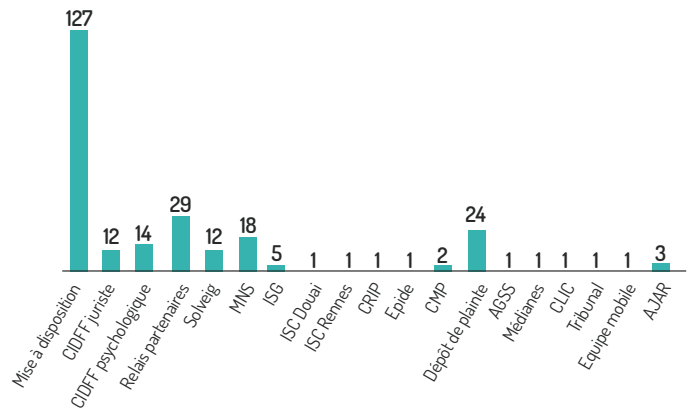
Pour cette année 2024, l'intervenante sociale a réalisé beaucoup d'entretiens de mise à disposition. Ces mises à dispositions correspondent à des entretiens physiques et/ou téléphoniques avec les usagers ou les partenaires.



Cette année est marquée par une majorité de mise à disposition. Ces mises à disposition concernent les personnes que l'ISC a reçues en entretien physique ou, avec qui elle s'est entretenue par téléphone suite à un dépôt de plainte ou pour de l'échange d'informations.

Ce poste a également vocation à faire relais avec les partenaires extérieurs lorsqu'une situation le nécessite.

Orientations externes détaillées :



MODE D'INTERVENTION

L'ISC est à disposition du public du lundi au vendredi au sein du commissariat.

Les personnes lui sont généralement orientées, soit par les services de Police, soit par les partenaires. Il n'est pas rare aussi que les personnes prennent directement attache avec elle.

Au cours de l'année 2024, elle a réalisé **249 entretiens avec des usagers** (par téléphone ou physiquement) et **277 entretiens avec les partenaires** (téléphone ou physiquement).

Lors de cette année 2024, elle a participé à de nombreuses réunions, actions :

- Commission d'arrondissement en sous-préfecture de Cambrai
- Présentation des missions du CIDFF/ISCG avec Indelia
- Visite du sous-préfet au CIDFF de Cambrai
- Comité de pilotage ISCG dans les locaux de la Direction Déléguée de Cambrai
- Participation au spectacle "Les maux bleues" au cinéma le palace de Cambrai
- Exposition sur les violences sexistes et sexuelles au centre social ECLIPSE de Cambrai
- Participation au REAPP organisé par la CAF

- Participation au réseau Femmes Enfants Victimes de Violences animé par la référente départemental des violences conjugales
- Participation à un COPIL technique entre intervenantes sociales gendarmerie/commissariat et la référente départemental des victimes conjugales
- Comité de pilotage en sous-préfecture de Lille
- Participation à la journée régionale des ISCG du Nord organisée par l'ANISCG
- Participation au comité de pilotage VIF organisé par le tribunal
- Formation sur la gestion des émotions en situation de crise à l'IRTS de Loos.

En interne :

- Journée de cohésion d'équipe
- Réunions d'équipe et réunions de service
- Supervision
- Participation à l'assemblée générale.

À la gendarmerie du Cambrésis

Le 1^{er} poste intervention sociale en gendarmerie sur la compagnie de Cambrai a été créé en **mai 2012**.

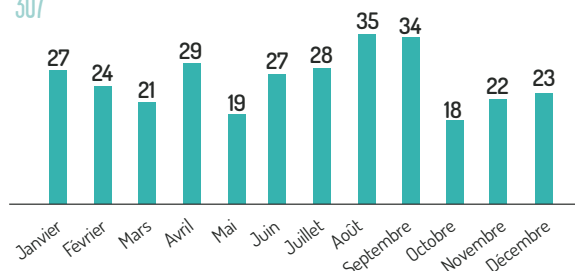
Un 2^{ème} poste a été créé pour faire face aux nombres de + en + importants de situations. Une convention de partenariat a été signée entre l'Etat, le Département du Nord, la Communauté de Communes du Pays du Solesmois et l'association CIDFF qui porte le poste.

L'intervenante sociale a été détachée sur les brigades de Avesnes les Aubert/Carnières, Iwuy, Marcoing et Solesmes.

EVOLUTION DE L'ACTIVITÉ PAR DOSSIER

2024

307



EN NOMBRE D'USAGERS

En 2024, l'intervenante sociale a reçu **181** personnes physiquement,

174 personnes étaient impactées par les situations, mais n'ont pas été reçues.

Cela représente une moyenne mensuelle de 26 nouveaux dossiers.

ORIENTER

PROFIL DES BÉNÉFICIAIRES



PAR ÂGE

2024

Personnes mineures	27
Personnes majeures	281
Total	308



PAR SEXE

308

	Homme	Femme
Total	47	261

PAR STATUT

Victimes	254
Mise en cause	9
Hors champ pénal	45

Pour l'année 2024, on peut constater que l'intervenante a été sollicitée en grande partie vers un public majeur et majoritairement féminin.

Il est constaté la forte judiciarisation des situations suivies en 2024. **Les femmes victimes** sont au nombre de **238 sur l'année écoulée**. Elles restent donc le public majoritaire dans les interventions.



BÉNÉFICIAIRES

- de 18 ans 18/25 ans 26/60 ans + de 60 ans

Victimes	7	2	19	4
Mise en cause	1	0	2	1
Hors champ pénal	3	0	5	3
Total	11	2	26	8



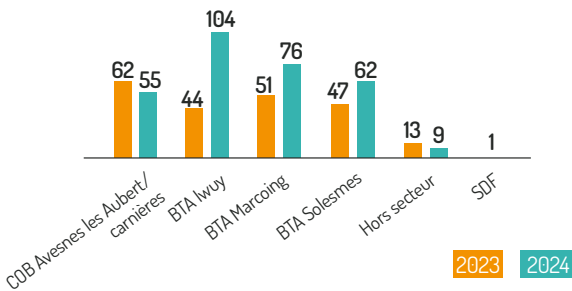
BÉNÉFICIAIRES

- de 18 ans 18/25 ans 26/60 ans + de 60 ans

Victimes	10	28	162	22
Mise en cause	0	1	3	1
Hors champ pénal	6	1	18	8
Total	16	30	183	31

ORIGINE GÉOGRAPHIQUE DES INTERVENTIONS

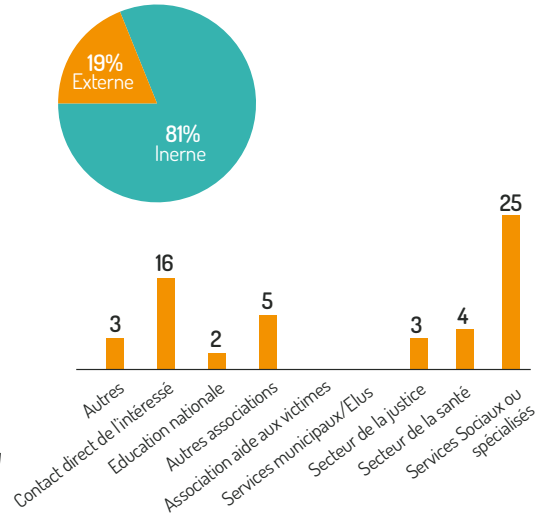
L'intervention s'effectue sur 4 brigades de gendarmerie de l'arrondissement de Cambrai. Voici en détail le nombre de situations par brigade et l'évolution par rapport à l'année 2023. On peut constater que l'évolution est aléatoire selon les années cependant en nette augmentation :



Concernant les saisines externes on retrouve principalement les services sociaux spécialisés dont une bonne majorité des Maisons Nord Solidarité ainsi que des intéressés eux-mêmes :

ORIGINE DES SAISINES :

Les saisines sont effectuées en interne par le Commandant de Compagnie, ses adjoints et l'ensemble du personnel des brigades de gendarmerie (GLVIF, MPF, Brigades, BDSP). Elles représentent 249 saisines. Quant aux saisines externes, par les partenaires sociaux du territoire et par les usagers eux-mêmes, elles représentent 58 saisines. Concernant l'année 2024, les saisines sont donc majoritairement internes :



FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES
 DES PROFESSIONNELS-LES VOUS ÉCOUTENT
 ET VOUS ACCOMPAGNENT.
stop-violences-femmes.gouv.fr

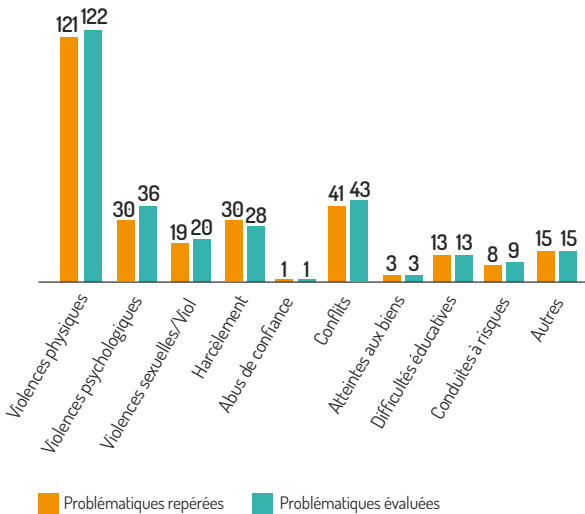


IDENTIFICATION DES PROBLÉMATIQUES

Le champ d'intervention est large avec des problématiques variées telles que : conflits, violences intrafamiliales, violences conjugales, adolescence difficile, conduites à risque, troubles psychiatriques, troubles cognitifs, personnes vulnérables, difficultés administratives...

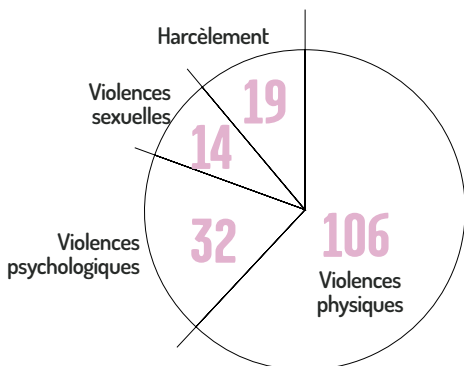
Souvent une problématique initiale accompagne la demande ensuite on réévalue les problématiques suite aux entretiens menés et/ou après contact avec les partenaires qui suivent déjà les usagers.

On peut constater que les problématiques repérées diffèrent peu de celles évaluées.



Focus sur les violences conjugales :

Les violences conjugales représentent une grosse partie de mes interventions. Sur **307** situations **171** relevaient des **violences conjugales** soient **56 %**. Les violences physiques sont prédominantes.



MODE DE CONTACT ET INTERVENTIONS

Durant cette année 2024, ont été réalisé **298 entretiens** auprès des usagers, **1 information préoccupante** et **2 signalements** auprès de Madame la Procureur de la République. L'intervenante a participé à **102 réunions** et pris contact à **198 reprises avec des partenaires**.

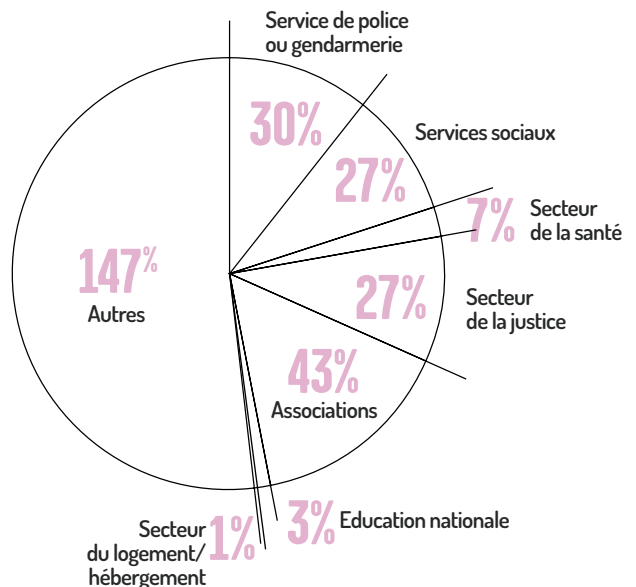
Le nombre de réunions assez important s'explique notamment par les rencontres diverses (élus, partenaires...) dues à la présentation de mon poste.

SUIVI SOCIAL DES USAGERS

Pour l'année 2024, selon les données disponibles, **86** des situations rencontrées sont connues des services sociaux et **94** non connues et 127 non disponibles.

Orientations des données :

Les principales orientations pour l'année 2024 ont été effectuées vers des associations (CIDFF, HAVRE, AJAR), les services de police ou de gendarmerie et les services sociaux. L'orientation "Autre" correspond à la mise en disponibilité auprès de l'utilisateur en cas de besoins complémentaires.



IMPLICATION PARTENARIALE

Afin de développer et/ou de **renforcer le partenariat sur le territoire du Cambrésis**, plusieurs rencontres ont eu lieu durant l'année :

- La Boué des jeunes du pays du Solesmois
- La Mission Locale de Cambrai
- L'équipe mobile de psychiatrie
- La Maison des Parents
- L'Association Justice Accueil et Réinsertion (AJAR)
- Le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP) Tribunal de Cambrai : Mme De France chargée de projet et le Service Accueil Unique du Justiciable (SAUJ)
- L'Association Accueil Réinsertion Promotion Education (ARPE) pour l'ouverture des logements d'urgence des victimes de violences conjugales
- Les Maisons Nord Solidarité
- Structure Yapaka
- Association Action à Avesnes les Aubert.

L'intervenante a participé à **différents réseaux** ou instances bien spécifiques telles que :

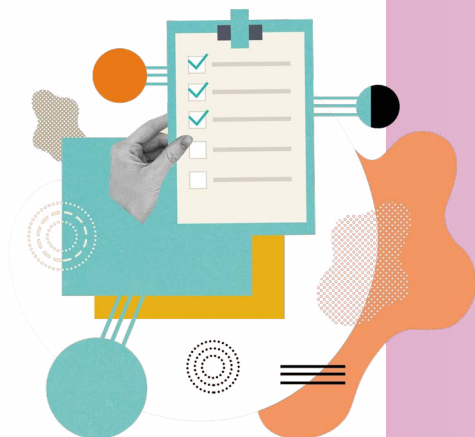
- La commission rurale du Pays du Solesmois,
- Les commissions d'arrondissement de prévention et de lutte contre les violences conjugales en sous-préfecture de Cambrai,
- La réunion des Commandants de brigades de la Compagnie de Gendarmerie de Cambrai,
- Les Assises Nationales du CIDFF,
- Les réunions et les préparations des différents comités de pilotage du Département du Nord,

- Le réseau parentalité du Cambrésis,
- Les Comités de pilotage mensuels Violences Intra Familial au tribunal de Cambrai,
- Le séminaire annuel ISCG,
- L'Observatoire Départemental de la Protection de l'Enfance,
- Le réseau Femmes Enfants Victimes de Violences porté par Mme Sabine Fettle référente Etat violences conjugales
- Les comités techniques ISCG du Cambrésis pilotés référente Etat violences conjugales ISCG/SOLVEIG
- La journée annuelle ANISCG,
- Le forum "violences intrafamiliales" au Centre Hospitalier du Cateau Cambrésis.

Dans le cadre spécifique des **violences conjugales** et de la journée internationales des droits des femmes du CIDFF l'intervenante a participé à :

- Une rencontre avec Mr Faycal Douhane, sous préfet dans les locaux de Cambrai
- Une exposition au centre Eclipse de Cambrai
- Un ciné débat au Palace de Cambrai
- Aux réunions d'équipe, supervisions et rencontres entre salarié-es.

Parallèlement et afin d'actualiser et d'approfondir ses connaissances, la professionnelle participe à des **webinaires** ou à des instances exceptionnelles telles que la nuit du droit ou encore une conférence sur la justice restaurative au Tribunal de Cambrai.



Constats et perspectives

- Les perspectives concernant le Cambrésis sont de maintenir l'activité de soutien social de personnes et en particulier des victimes de violences intra familiales en complément de l'intervention des forces de sécurité intérieure (police et gendarmerie)

Sur l'arrondissement de la MEL, le CIDFF déploiera l'activité d'intervention sociale en commissariat et gendarmerie au cours de l'année 2025 avec le recrutement de 2 postes.

LA MÉDIATION FAMILIALE

Définition de la médiation familiale reconnue par le conseil consultatif de la médiation familiale en Juin 2002 :

La médiation familiale est un processus de construction ou de reconstruction du lien familial, axé sur l'autonomie et la responsabilité des personnes concernées par des situations de rupture ou de séparation, dans lequel un tiers impartial, indépendant, qualifié et sans pouvoir de décision, le médiateur familial, favorise à travers l'organisation d'entretiens confidentiels, leur communication, la gestion de leur conflit dans le domaine familial entendu dans sa diversité et dans son évolution.

La médiation familiale

un espace privilégié pour

- Parler,
- Apaiser les tensions
- Reprendre le dialogue
- Se comprendre, s'écouter,
- Exprimer ses besoins
- Clarifier ses choix
- Proposer des solutions à l'autre
- Rechercher des accords acceptables

OK!

03 20 70 82 18
www.ciddff.fr

Centre d'information sur les droits des femmes et des familles
Nord / Hauts-de-France
Lille - Roubaix - Cambrai

Logo de la CAF, Ministère de la Justice, MSA, conseil départemental, ville de Lille, DRDFE/SDFE, Roubaix, Tourcoing, Lille.

Le service de médiation familiale est conventionné par la CAF, le Ministère de la Justice et la MSA, le conseil départemental, la ville et la DRDFE/SDFE dont il reçoit les subventions pour fonctionner. Il suit le référentiel national de financement partenarial des services de médiation familiale pour l'organisation du service, les résultats attendus et pour l'attribution des moyens qui lui sont alloués.

L'ÉQUIPE & SON ÉVOLUTION

Depuis le 1er décembre 2024, le service compte une nouvelle médiatrice familiale :

Carine SABLON, diplômée depuis novembre 2024 et exerçant sur 0,75 ETP.

Les médiatrices sont toutes les trois titulaires du **Diplôme d'Etat de Médiateur Familial**. Le service de médiation familiale compte actuellement 2 ETP.

Avec cette extension, le service de Médiation Familiale se réorganise de la manière suivante :

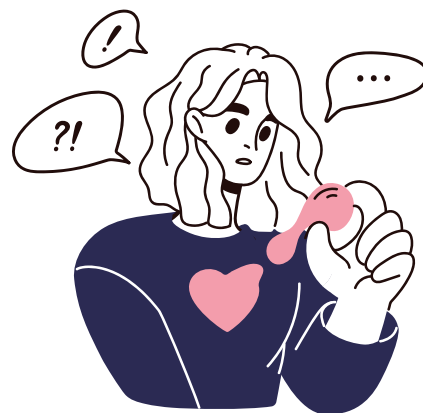
- > Sophie DYKMANS sur l'antenne de Roubaix sur 0,75 ETP
- > Carine SABLON sur l'antenne de Tourcoing sur 0,75 ETP
- > Myriam PENNEQUIN sur l'antenne de Lille sur 0,5 ETP

Ces lieux sont aménagés de manière chaleureuse, accueillante, accessible à un large public. Ces espaces posent un cadre propice à l'écoute et l'échange en toute confidentialité. Le bureau de médiation familiale est partagé avec les juristes pour leurs permanences. Les locaux de Lille sont en cours d'aménagement pour rendre l'espace médiation accueillant.

LES HORAIRES DE FONCTIONNEMENT

En 2024, le service de médiation familiale peut accueillir le public toute la semaine : du lundi au jeudi de 8h30 à 17h et le vendredi de 8h30 à 18h.

Les médiatrices familiales s'adaptent aux contraintes des personnes et peuvent, à titre exceptionnel, organiser des séances de médiation familiale en dehors de leur temps de travail à la demande des personnes. Cette année, plusieurs séances de médiation familiale se sont déroulées le samedi matin.



LE PUBLIC ACCUEILLI ET SES CARACTÉRISTIQUES

Sur les **229 dossiers** ouverts en 2024, nous connaissons l'origine géographique de **380 personnes**. Nous avons regroupé les communes par territoires de rattachement CAF.

- **Roubaix** : 19% des participants, soit 72 personnes
- **Tourcoing** : 30,8% des participants, soit 100 personnes
- **Proche Roubaix** : 21,3% des participants, soit 81 personnes
 Marcq-en-Barœul 4,5% des participants soit 17 personnes
 Wattrelos 3,1% des participants, soit 12 personnes
 Croix 2,9% des participants, soit 11 personnes
 Lys-Lez-Lannoy 2,4% des participants, soit 9 personnes
 Villeneuve-d'Ascq 2,4% des participants, soit 9 personnes
 Leers 1,8% des participants, soit 7 personnes
 Wasquehal 1,6% des participants, soit 6 personnes
 Hem 1% des participants, soit 4 personnes
 Willems 2 personnes, Lannoy 2, Toufflers 1, Tressin 1
- **Proche Tourcoing** : 4,4% des participants, soit 17 personnes
 Halluin 1% des participants, soit 4 personnes
 Mouvaux 1% des participants, soit 4 personnes
 Linselles 3 personnes, Roncq 3, Bousbecque 2, Bondues 1

- **Lille** : 16,3% des participants, soit 62 personnes
- **Autres territoires caf du nord** : 3,2% des participants, soit 12 personnes : Armentières : 6 personnes / Valenciennes : 3 personnes / Dunkerque : 2 personnes Douai : 1 personnes
- **Hors département 59** : 6% des participants, soit 23 personnes dont 16 personnes viennent du Pas-de-Calais (62)
- **Etranger** : 3,4% des participants, soit 13 personnes dont 11 personnes viennent de la Belgique.

> **71,7% des personnes proviennent du Territoire de Roubaix** (Roubaix, Tourcoing et villes proches), ce qui confirme une bonne implantation du CIDFF sur notre territoire.

> **Presque 50% des personnes proviennent des villes de Roubaix et de Tourcoing**, où sont implantés nos locaux et nos permanences d'information.

Sur l'antenne de Roubaix

Le service de médiation familiale a ouvert **129 dossiers**.

- **211 personnes** ont été accueillies en entretien.
- **94%** des dossiers sont des demandes spontanées.
- **33%** des personnes sont originaires de Roubaix, soit 70 personnes.
- La participation financière moyenne à la séance de médiation familiale est de 10€, les montants des participations varient de 2€ à 49€.
- **55%** des personnes sont en dessous de SMIC, soit 45 personnes environ dont :
 - > **23%** des personnes sont au RSA (soit 21 personnes reçues) et versent une participation à la séance de médiation de 2€.
 - > **27%** des personnes sont juste au-dessous du SMIC (soit 24 personnes reçues) et versent une participation à la séance de médiation de 5€.
- **50 entretiens** en 2024 n'ont pas été honorés en 2024.

Sur l'antenne de Tourcoing

Le service de médiation familiale a ouvert **100 dossiers**.

- **132 personnes** ont été accueillies en entretien.
- **98%** des dossiers sont des demandes spontanées.
- **35%** des personnes sont originaires de Tourcoing.
- La participation financière moyenne à la séance de médiation familiale est de 22€, les montants des participations varient de 2€ à 131€.
- **41%** des personnes sont en dessous de SMIC, soit 13 personnes environ dont :
 - > **22%** des personnes sont au RSA (soit 7 personnes reçues) et versent une participation à la séance de médiation de 2€.
 - > **19%** des personnes sont juste au-dessous du SMIC (soit 6 personnes reçues) et versent une participation à la séance de médiation de 5€.
- **30 entretiens** n'ont pas été honorés en 2024.

Le public orienté sur l'antenne de Roubaix est généralement un public fragile, touché par des difficultés économiques et par une certaine précarité au niveau des liens sociaux et relationnels. De nombreuses familles, issues de l'immigration sont parfois éloignées de la culture de la négociation et de la médiation. Souvent le conflit est déjà bien installé quand les personnes se présentent.

Par ailleurs, il convient de noter que sur le territoire de Roubaix, la problématique des violences est à souligner et est en hausse : pour 43 dossiers, le processus de médiation familiale n'a pas pu se mettre en place cette année en raison de la présence de violences conjugales (41 dossiers en 2023, 30 en 2022 et 15 en 2021).

MODE DE CONNAISSANCE PAR LE PUBLIC DU SERVICE DE MÉDIATION

- **Forte augmentation des orientations en provenance du CIDFF**, ce qui vient confirmer une bonne information de la médiation familiale à l'interne et un bon travail d'accompagnement global des personnes au sein de la structure : 58 situations en 2024 (32 en 2023, 38 en 2022, 23 en 2021). Les juristes sont sollicitées par des situations de séparation et de divorce et sont prescriptrices en interne. Les référentes RSA orientent également très régulièrement les familles vers la médiation familiale afin qu'elles puissent fixer le montant de la pension alimentaire, élaborer une convention parentale et l'homologuer devant le juge aux affaires familiales. Les psychologues orientent également des situations mère/Ado suite à des violences intra-familiales.
- **Bonne orientation dite "conventionnelle" en provenance du monde judiciaire** : 55 situations en 2024 (54 situations en 2023, 57 en 2022, 31 en 2021 et 13 en 2020). Malgré la baisse des orientations des médiations judiciaires par les juges aux affaires familiales (ordonnances et injonctions), on constate néanmoins que le canal judiciaire reste un bon mode de connaissance de la médiation familiale (MJD, Notice TGI, connaissance de la médiation par la justice) et ce chiffre reste stable comparé à 2023.
- **Baisse sensible des orientations par le bouche à oreille** mais ce mode connaissance reste un bon canal : 39 situations en 2024 (47 situations en 2023, 23 en 2022, 13 en 2021 et 6 en 2020), ce qui vient souligner une bonne connaissance et notoriété de notre structure sur le territoire.
- **Augmentation des orientations en provenance des associations** soit 14 situations en 2024 (7 en 2023) dont 11 situations provenant de la Maison des Parents, qui s'explique par un bon partenariat développé avec cette structure.
- **Augmentation des orientations en provenance de la CAF** : 11 situations en 2024 (4 en 2023, 3 en 2022, et 8 en 2021).

TYPOLOGIE DE LA DEMANDE

Sur les 219 dossiers d'origine conventionnelle, la typologie des demandes s'effectue de la manière suivante :

NB DE DEMANDES

Divorce – Séparation	169
Grands-Parents/Parents	13
Médiations Conjugales	12
Parents/Ados	12
Fratrie	7
Parents/Jeunes Adultes	3
Autre	2
Recomposition familiale	2



DIVORCE – SÉPARATION

169 DEMANDES

Constat d'une forte prédominance des DVS, en constante augmentation soit 169 situations en 2024 (159 en 2023, 128 en 2022). Le contexte de la saisine du service reste principalement des situations de divorce et de séparation, qui est l'essence même de la médiation familiale. Cette saisine peut se faire avant, pendant ou après une séparation. Les principaux motifs de recours sont les points touchant à l'exercice conjoint de l'AP et l'organisation de la nouvelle vie familiale.

- **Organiser et poser une cadre à la séparation.**
- **Élaborer une convention parentale aux fins d'homologation devant le juge aux affaires familiales.**
- **Fixer ou modifier les modalités de résidence des enfants.**
- **Fixer ou réviser le montant de la pension alimentaire.**
- **Clarifier le calendrier de l'organisation pendant les vacances.**
- **S'accorder par rapport aux choix éducatifs, d'école, de religion, des activités scolaires et extra-scolaires.**
- **Organiser les modalités de communication entre les parents, apaiser les tensions relationnelles entre eux.**
- **Faciliter les recompositions familiales** (tensions liées à la place du beau-parent).
- **Trouver un arrangement sur les conditions du divorce, le sort de la maison, les biens mobiliers et immobiliers, la prestation compensatoire...**

MÉDIATIONS CONJUGALES

12 DEMANDES

Ces demandes restent stables. Certains couples sollicitent la médiation familiale, pour les aider dans l'élaboration de décisions communes dans le cadre de difficultés éducatives, de difficultés de reconstitution familiale ou de difficultés à prendre la décision de se séparer. Dans ces situations, la médiation familiale propose un accompagnement adapté visant à faciliter la communication et l'élaboration de décisions communes. Les couples qui rencontrent des difficultés affectives et sexuelles sont en revanche orientés vers le conseil conjugal.

MÉDIATIONS INTERGÉNÉRATIONNELLES

28 DEMANDES

Le motif du recours à la médiation familiale pour des conflits intergénérationnels reste globalement stable :

- **Légère augmentation des demandes de médiations Grands-Parents/Parents**
- **Légère baisse des demandes de médiations Parents/Ados**
- **Stabilité des demandes de médiations Parents/Jeunes Adultes**
- **FRATRIE : 7 demandes, soit 3%.**

Ces demandes restent faibles mais en légère augmentation. Il s'agit principalement de tensions au sein de la fratrie liées à des prises de décisions par rapport à parent vieillissant et en perte d'autonomie.



Information sur la séparation avec les avocats à la MJD de Roubaix et de Tourcoing

Nous proposons des interventions avec les avocats et parfois la CAF afin d'apporter en direction du public une information sur la séparation et le divorce, concernant les questions juridiques, l'autorité parentale, la coparentalité, la communication, l'impact de la séparation sur les enfants, ainsi que les aides de la CAF.

DROITS

POINTS FORTS

- **Renforcement du service de médiation familiale avec l'arrivée d'une médiatrice supplémentaire à compter du 1^{er} décembre 2024 et ouverture dès janvier 2025 d'une antenne de MF au CIDFF de Lille.**

Cette extension va contribuer à augmenter la dynamique de "Médiation Familiale" au sein du CIDFF Nord Territoires avec la possibilité d'avoir recours à la médiation familiale sur les trois sites, Roubaix, Tourcoing et Lille et permettre ainsi un rayonnement plus important de la médiation familiale sur le territoire de la Métropole.

- **Bonne stabilité de l'activité MF en 2024 avec une forte augmentation des accords écrits**

> Nombre d'entretiens dépasse les objectifs CAF

En 2024, 591 entretiens ont été réalisés, soit 111 entretiens en plus par rapport aux objectifs CAF (480 entretiens pour 1,5ETP). Chiffre stable par rapport à 2023.

> Légère augmentation du nombre de dossiers ouverts

229 dossiers ouverts en 2024 (222 dossiers 2023).

> Augmentation du nombre d'entretien d'information par rapport à 2023

En 2024, 410 entretiens ont été réalisés, soit 21 entretiens en plus (389 en 2023).

> Nombre d'accords écrits en constante progression

Pour les 67 dossiers terminés en 2024 :

- > 42 dossiers ont fait l'objet d'un accord écrit (24 accords écrits en 2023)
- > 82% des dossiers ont fait l'objet d'un accord : 63% écrits et 19% oraux
- > 40 conventions parentales signées en médiation familiale et homologuées devant le JAF.

L'IMPACT TERRITORIAL

Permanences au TJ de Lille

Le lundi et le mardi de 9h à 12h, permanences calquées sur les audiences des JAF.

Permanences à la Maison de Justice et du Droit

sur rendez-vous fixés par la MJD

MJD de Tourcoing :

permanence le 4^{ème} mercredi matin tous les 2 mois.

MJD de Roubaix :

permanence le 3^{ème} jeudi après-midi tous les 2 mois.

Permanence à la Maison des Parents :

la collaboration avec cette structure est dynamique. Le CIDFF propose des ateliers participatifs autour de la médiation familiale sur les thématiques suivantes : conflit Parents/Ados - Prévention des conflits avec la médiation - Beaux-parents : une place à trouver avec la médiation.

C'est une forte augmentation (18 en 2023, 14 en 2022 et 10 en 2021). L'espace de médiation est bien identifié comme un lieu d'accompagnement vers des prises de décisions et élaborations d'accords. Cet espace est perçu comme un mode alternatif à la résolution des conflits et un moyen d'éviter la judiciarisation de la séparation, ainsi que les longs délais d'audience. La justice et la CAF encouragent à aller vers la médiation familiale. Par ailleurs, à l'interne, il existe une bonne orientation par les juristes et référentes RSA.

> Stabilité du nombre de médiations familiales terminées,

même si légèrement en dessous des objectifs CAF

(75 processus pour 1,5 ETP).

En 2024, 67 dossiers terminés dont 1 processus se poursuit en 2025. (70 dossiers terminés en 2023 et 63 dossiers terminés en 2022). Il est à préciser que les médiatrices du CIDFF exercent une vigilance par rapport aux violences intra-familiales et ne mettent pas en place de médiation familiale dans ce contexte : pour 47 dossiers, la médiation familiale n'a pas pu se mettre en place en 2024.

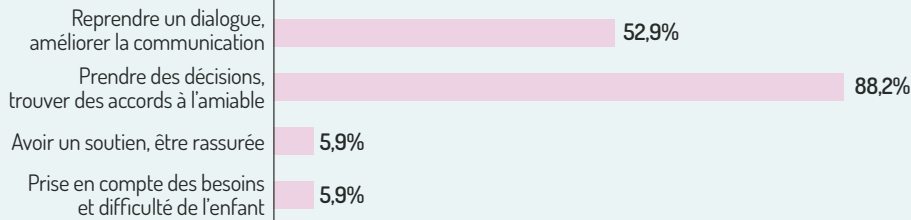
- **Augmentation en interne de l'orientation en médiation familiale.**

Un travail de maillage s'effectue au sein du service avec les collègues juristes, référentes RSA et psychologues. L'orientation de situations par les collègues vers la médiation familiale vient confirmer une bonne information de la médiation familiale à l'interne, ainsi qu'un bon travail d'accompagnement global des personnes au sein du CIDFF : 58 dossiers ont été ouverts en 2024 pour donner suite à des orientations internes (32 dossiers en 2023).

LA DÉMARCHE D'ÉVALUATION INTERNE

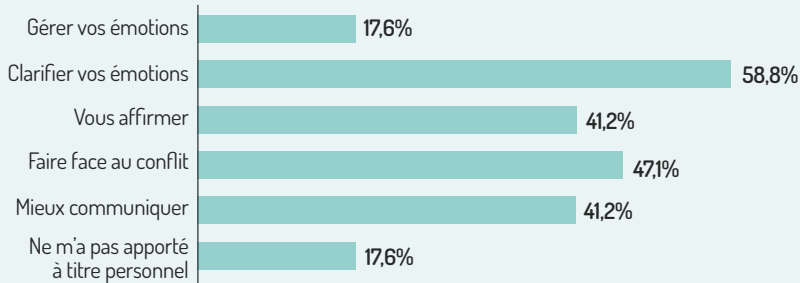
La démarche d'évaluation interne mise en place depuis 2023 se poursuit. L'objectif est de **recueillir l'expérience vécue par les personnes ayant participé à une médiation familiale**, de vérifier les effets produits par ce dispositif et de pouvoir l'adapter si besoin. A l'issue de la médiation, un questionnaire d'évaluation est envoyé à chaque participant afin de recueillir à chaud leur retour d'expérience.

Les attentes de la médiation

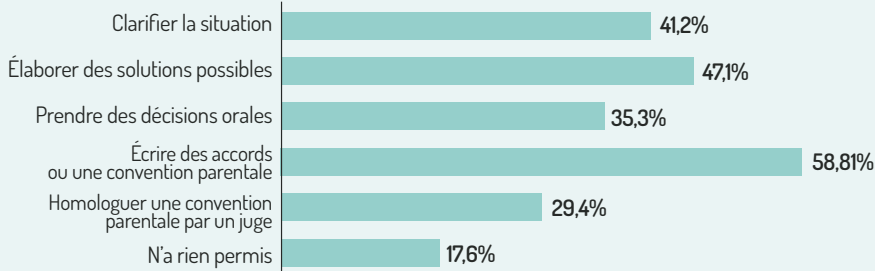


Les Effets de la médiation

A titre personnel, la médiation vous a permis de (plusieurs réponses possibles) :

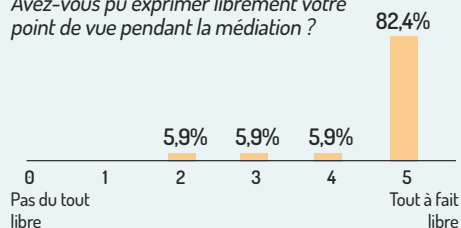


Concrètement, la médiation vous a permis de (plusieurs réponses possibles) :

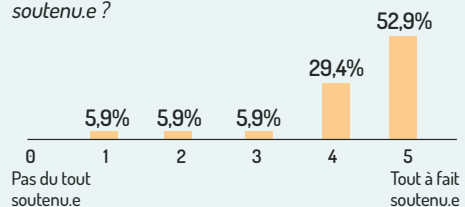


Votre expérience de la médiation

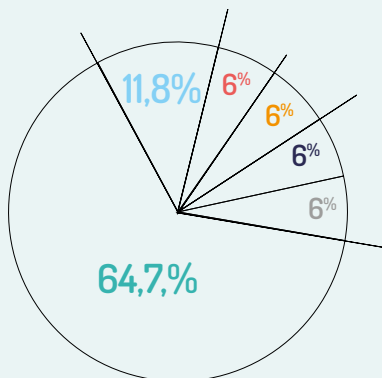
Avez-vous pu exprimer librement votre point de vue pendant la médiation ?



La médiatrice vous a t'elle soutenu.e ?



Après la médiation



- Oui, ces accords sont toujours respectés
- En partie, nous avons depuis modifié ces accords
- Non, ces accords ne sont plus respectés
- Ne s'applique pas
- Aucun accord trouvé
- Pas de recul suffisant

● Un partenariat dynamique sur le territoire avec les différents acteurs :

> Les Maisons de Justice et du Droit de Roubaix et de Tourcoing :

Orientation pertinente par les MJD - Fréquentation élevée du public - Bon partenariat et bonne communication portée par les MJD.

> Le TJ de Lille :

Bonne visibilité de la médiation au TJ. Les personnes viennent se renseigner spontanément au Tribunal, en attente d'une audience ou sur le conseil d'un juge ou d'un avocat, ou suite à la notice TJ. Proximité avec les avocats et les magistrats.

> Avocats-Médiateurs-CAF pour la co-animation des ateliers "Face à la séparation, que faire et comment ?"

Forte satisfaction des participants quant à la compréhension des effets de la séparation dans ses impacts juridiques, relationnels, psychologiques et administratifs - Bonne collaboration et complémentarité entre partenaires - Meilleure connaissance des métiers et rôles de chacun facilitant l'orientation des situations entre professionnels. Cette année, le nombre de ces ateliers a été cependant un peu réduite.

> La Maison des Parents à Tourcoing - Bonne collaboration avec toutes les professionnelles de la structure - Bonne mobilisation des personnes aux ateliers participatifs et forte satisfaction des participants. Un partenariat dynamique : 11 permanences d'information ont eu lieu à la MDP et 3 actions de communication en direction du public.

● Relance de la dynamique partenariale :

> Avec la Chambre de la Famille du Tribunal Judiciaire de Lille

afin d'augmenter les mesures judiciaires et faciliter l'orientation vers la médiation familiale. Plusieurs rencontres se sont effectuées au TJ de Lille entre la présidente de la chambre de la famille, les avocats et les médiatrices familiales de la Métropole afin de lancer une nouvelle pratique : l'ordonnance d'injonction, qui permet au magistrat d'enjoindre systématiquement les personnes saisissant le JAF d'assister à une séance d'information auprès d'un médiateur familial.

Cela permet de faire face au délai d'audience entre 12 et 15 mois. Cette orientation permet un espace de communication entre les personnes avant l'audience. Des groupes de travail se sont réunis pour réfléchir sur les modalités de mise en place de cette ordonnance et organiser une soirée de présentation de cette nouvelle pratique de la chambre de la famille auprès de l'ensemble des avocats du barreau de Lille.

> Avec les services de la Protection de l'Enfance.

Une action de communication a eu lieu cette année avec les services des différentes MNS du territoire (ASE), ainsi qu'une rencontre inter-partenaire avec le Juge des Enfants Mathieu Gozdiaszek. Le service est plus armé pour intervenir dans un contexte de protection de l'enfance. Ces rencontres ont permis de faciliter l'articulation de nos accompagnements par une meilleure connaissance des missions et besoins respectifs de chacun.

● Capacité à repérer les situations de violences et à orienter en interne.

Les médiatrices familiales du CIDFF sont formées pour repérer les violences. Au sein du CIDFF, une vigilance particulière est portée sur la question des violences intra-familiale, qui constituent une contre-indication à la médiation familiale. Si des violences sont repérées, la médiation familiale n'est pas adaptée car elle présente des risques. L'entretien d'information préalable à la médiation familiale permet aux médiatrices d'évaluer l'opportunité de la médiation familiale. Ce repérage est facilité par les ressources internes, qui nous permettent de distinguer le conflit de la violence et de vérifier le niveau de violence, de contrôle ou d'emprise par un questionnaire sur l'état de la relation, l'intensité des émotions, et la capacité d'exprimer un point de vue face à l'autre. Si des violences sont évoquées, les personnes sont alors orientées vers nos collègues juristes et psychologues, qui pourront approfondir l'évaluation de la situation et proposer un accompagnement spécifique aux victimes de violences.

DIFFICULTÉS

- **Baisse continue des mesures judiciaires en provenance des juges aux affaires familiales :**
10 mesures en 2024, 12 mesures en 2023, 19 mesures en 2022 (37 en 2021 et 57 en 2020). La baisse continue de l'orientation judiciaire est néanmoins compensée par l'orientation au niveau conventionnel. Cette baisse peut s'expliquer par les difficultés d'effectifs de la chambre de la famille et la charge de travail importante de celle-ci.
- **Importance du nombre d'entretiens non honorés :**
Ce territoire est caractérisé par la présence d'une population en situation de précarité. La fragilité de ce public, principalement dans le secteur de Roubaix peut expliquer un chiffre élevé d'entretiens non honorés et annulés au dernier moment. Environ 80 entretiens au total n'ont pas été honorés en 2024 alors qu'ils avaient été programmés. Ce chiffre est un peu moins élevé qu'en 2023 (100 entretiens).

- **Augmentation continue des situations dans un contexte de violences conjugales :**
Il est à noter cette année, que pour 47 dossiers en 2024 (dont 4 dossiers MF arrêtés pour VC), le processus de médiation familiale n'a pas pu se mettre en place en raison de la présence de violences conjugales, alléguées par l'une des deux parties lors du premier entretien d'information. Ce chiffre continue d'augmenter (41 dossiers en 2023, 30 dossiers en 2022, 15 dossiers en 2021). Dans ce contexte la médiatrice familiale n'a pas pris la responsabilité de mettre en place la médiation, ce qui explique qu'un certain nombre de processus n'ont pas pu être engagés cette année.

Perspectives 2025

➤ Développer et promouvoir la médiation familiale sur l'antenne de Lille

Auprès des réseaux existants dans le secteur de la santé (psy, médecin, hôpitaux), dans le secteur social et médico-social (CCAS, Centres sociaux, Point info jeunesse, PIF), et auprès des associations (la nouvelle Maison des Parents ouverte en janvier 2025, la Maison de la Médiation et du Citoyen et la Maison des Associations de Lille).

➤ Développer une véritable dynamique "Médiation Familiale" au sein de notre service composée de trois médiatrices et présentes sur l'antenne de Roubaix, de Tourcoing et de Lille.

- Fédérer l'équipe par des échanges réguliers et rencontres mensuelles.
- Encourager nos échanges par rapport aux situations compliquées et aux situations de violences, afin d'ajuster de façon pertinente notre pratique et d'améliorer nos interventions.
- Développer des projets communs et outils au service de la médiation :
 - Consolider la démarche d'évaluation de la MF avec l'envoi d'un questionnaire d'évaluation à l'issue d'un processus de médiation familiale.
 - Perfectionner nos outils, tableaux de reporting et d'action de communication.
 - Elaborer une fiche synthèse d'orientation en interne.

➤ Maintenir l'orientation en interne au sein du CIDFF

Continuer des actions d'information sur la médiation familiale en interne auprès des collègues juristes, psychologues, référentes RSA, afin de faciliter l'orientation par les collègues vers la médiation familiale et sécuriser ainsi le parcours des familles.

➤ Renforcer le réseau des médiatrices familiales au sein du réseau national, en développant un groupe de travail des médiatrices familiales.

➤ Maintenir la dynamique partenariale avec les différents opérateurs du secteur :

Maisons de Justice et du Droit, Maison des Parents, Maison des Ados de Roubaix.
Maison des Femmes, Tribunal Judiciaire, Partenariat Avocat-Médiateur-CAF.

➤ Renforcer le maillage partenarial

- Avec la Chambre de la Famille du Tribunal Judiciaire de Lille afin d'augmenter les mesures judiciaires (ordonnances et injonctions) et encourager l'orientation vers la médiation familiale. Relancer l'ordonnance d'injonction.
- Avec les services de la Protection de l'Enfance afin de promouvoir la médiation familiale dans les différents MNS du territoire et faciliter l'articulation de nos accompagnements.
- Avec la CAF et les CIS afin de faciliter l'orientation vers la médiation familiale.

➤ Promouvoir la médiation en direction de nouveaux publics

- Ouvrir le dispositif de médiation à la diversité des familles et notamment aux familles LGBT. Repérer et construire des partenariats avec les associations défendant les droits des personnes et des familles LGBT+.
- Ouvrir le dispositif de médiation aux familles touchées par l'incarcération. Repérer et construire des partenariats avec les acteurs travaillant dans le milieu carcéral (administration pénitentiaire, le service pénitentiaire d'insertion et de probation).

DIALOGUE & SOLIDARITÉ

Association loi de 1901, fondée par l'OCIRP (*Organisme commun des institutions de rente et de prévoyance*), Dialogue & Solidarité est un lieu de parole et d'écoute après le deuil d'un.e conjoint.e, d'un.e concubin.e ou d'un.e partenaire de Pacs.

Le CIDFF NORD TERRITOIRES est partenaire de l'OCIRP et porte l'une des 15 antennes nationales.

Lieu d'accueil :

(*Institution de prévoyance, centre de prévention, CIDFF ou autres*)

Lundi - CIDFF de Tourcoing : 124 bis rue de l'épine à Tourcoing

Mardi - CIDFF de Lille : 48 rue Nicolas Leblanc à Lille
CIDFF de Lille pour les groupes de paroles.

Année de création de l'activité locale : 2003

Jours et heures de permanence :

Lundi de 9h à 12h30 et de 13h30 à 17h et le mardi de 9h à 12h30 depuis le 1^{er} septembre 2024 également le mardi de 13h30 à 17h.

Dialogue & Solidarité
vous accompagne
suite à la perte
de votre conjoint

Entretiens individuels
et groupes de parole
Accueil sur rendez-vous

Pour tout renseignement,
contactez-nous au
0 800 494 627 *Service à appel gratuit*
ou par courriel à
dialogue@dialoguesolidarite.fr

→ dialoguesolidarite.fr

En partenariat avec
malakoff humanis
CIDFF
CENTRE INSTITUTIONNEL DE PRÉVOYANCE
ET DE PRÉVENTION

Dialogue & Solidarité

Analyse quantitative

NOUVEAUX CONTACTS

95 permanences sur la période (*en demi-journée*),
36 contacts sur la période
Dont **2** hors deuil de conjoint.
21 nouveaux 1^{er} contacts
Délai entre décès et prise de contact :
entre 10 jour et 3 ans 1/2

Proportion hommes/femmes :
6 hommes / 28 femmes
Moyenne d'âge : **55 ans**
10 personnes en activité professionnelle
17 retraités
9 personnes avec enfant à charge.

Autres situations :
1 mère au foyer
5 demandeurs d'emplois
1 en arrêt maladie.

PRINCIPALES SOURCES DU CONTACT

Le numéro national gratuit, le site sur internet, la caisse de prévoyance, le centre de prévention, par le bouche à oreille, les partenaires, les collègues du CIDFF, le livre de Christophe Faure.

AUTRES CONTACTS (hors usagers)

- Médiathèque de Roubaix
- La coopérative funéraire
- PIF de Lille (Point Infos Famille)
- Cinéma Univers Lille
- Assistante sociale de la CAF de Valenciennes
- Psychologue du centre de prévention Agir Arcoo Lomme
- Centre social centre de ville de Villeneuve d'ascq.
- Maison des parents Tourcoing/Roubaix
- CLIC Seniors Lille
- Maison des Aidants Roubaix et Lille
- Centre social- culturel de Fresnes sur Escout
- Assistante sociale du SSTRN
- 2 étudiantes souhaitent avoir des infos sur le deuil.

ENTRETIENS ET SUIVI DES PERSONNES ENDEUILLÉES

130 entretiens individuels
88 entretiens téléphoniques
33 personnes ayant bénéficié d'entretiens téléphoniques
16 entretiens physiques
32 personnes ayant bénéficié de plusieurs entretiens



GROUPE DE PAROLE



ÉCOUTE

	Jours/Horaires	Nbre de participants	Nbre de participations	Proportion H/F	Classe d'âge
Groupe	Lundi 9h30/11h30	7	10 séances	3 H / 4 F	De 46 et 73 ans
		3	1 séance moment convivial	2 H / 1 F	

LE PUBLIC

BIENVILLANCE

Ses attentes et les évolutions

De façon général le public a besoin d'une écoute. Elles ont besoin d'exprimer ce qu'elles vivent sans être censurés. De pouvoir parler de ce qu'ils ressentent. L'entourage ne les comprend pas toujours. Pour certains, il s'agit d'un moment rien que pour eux. C'est un espace où ils peuvent déposer, décharger des tensions, des émotions trop fortes.

Elles ont besoin de repères, elles se sentent tellement en décalage avec les personnes autour elles. Elles ont besoin de découvrir comment font les autres pour faire face à cette épreuve.

Certaines personnes expriment l'importance de ces moments, elles se sentent apaisées. C'est un moment bienveillant. Elles repartent avec des outils, des réflexions sur leur fonctionnement, leur façon d'être.

Les orientations du public

Pour le moment principalement par le numéro national car elles nous trouvent sur internet. Le bouche à oreille commence à fonctionner. Le centre de prévention. Les collègues du CIDFF. Association vivre son deuil, la maison des parents, la maison des aidants, SSTRN, Malakoff, El' cagette... Une personne nous a découvert dans le livre de Christophe Faure.

Les freins

C'est souvent la distance entre leur lieu d'habitation et le lieu de rencontre. Certaines personnes ont des problèmes de motricité, peur de se déplacer seule dans un endroit qu'elle ne connaît pas. La démarche est trop difficile d'intégrer un groupe.

Analyse qualitative

Pour certain, le deuil est trop récent, la souffrance est trop grande. Le groupe de parole n'est pas adapté tout de suite ou le deuil devient pathologique voir traumatique

La solitude est quelque chose de difficile à vivre, certaine personne recherche simplement de la compagnie ou des activités en groupe et pas forcément un groupe de parole.

Certaines personnes sont très exigeantes, elles ne sont pas prêtes à être dans l'écoute de l'autre.

Les propositions de groupe en visio n'ont pas eu d'écho favorable. Les personnes de 70 ans et plus, ne sont pas toujours à l'aise avec le numérique.

ENTRETIENS ET SUIVI DES PERSONNES ENDEUILLÉES

Récurrance des entretiens :

Selon la situation, les entretiens se font tous les mois sauf pour les personnes en souffrance auxquelles sont proposés un entretien tous les 15 jours.

Pour les personnes qui ont du mal à arrêter l'accompagnement, nous espaçons nos rencontres à 2 mois et les invitons à trouver des relais.

Entre 3 mois et 6 mois de la fin de l'accompagnement, une reprise de contact est mise en place avec les personnes pour savoir comment elles vont, si elles ont trouvé un relais dans certain cas. Certaines personnes rappellent quand ils vivent quelque chose de compliqué.

Les locaux (accessibilité, conditions matérielles, d'accueil...)

Dans les locaux CIDFF de Tourcoing, l'espace est accueillant, lumineux. Il y a un accès en transport en commun avec une approche à pied de 15 mn.

Dans les locaux CIDFF de Lille, Il s'agit d'une salle de réunion aménagée pour le groupe. Sans être trop serré, nous pouvons être 6 voire 8 personnes. Pour les entretiens individuels, un bureau est mis à disposition au sein du CIDFF.

Évolution des entretiens :

pour les personnes qui ne souhaitent pas intégrer les groupes de parole, les entretiens évolues lorsque la personne se sent mieux, plus armée pour continuer.

D'autres ont trouvé une orientation plus près de chez elle.

D'autres savent qu'elles peuvent rappeler si c'est trop difficile.

Fonctionnement du groupe de parole

Le groupe a démarré en juin 2023. En septembre 2023, il a bien repris et il s'est poursuivi toute l'année 2024. Le groupe est bienveillant, à l'écoute de l'autre. Les personnes qui ont démarré le groupe en 2023 ont souhaité poursuivre au-delà des 1 an.

En juillet, une marche et un temps convivial a été proposé. Ce qui a permis à une participante de découvrir certaines personnes du groupe avant d'intégrer le groupe de parole en septembre. Elle a apprécié de débiter de cette façon, la pression était moins forte à la rentrée.

Thèmes abordés :

Les étapes du deuil, les émotions, les réactions maladroites de l'entourage ou des collègues.

Les relations avec les enfants et les petits enfants, la solitude. La difficulté de se mettre en action et de prendre soin de soi, la sexualité, l'envie ou pas de rencontrer quelqu'un d'autre, les fêtes de fin d'année, les voyages, les vacances, les ressources que l'on a découvert en nous ou autour de nous...

COMMUNICATION/ PARTENARIATS**Relations avec partenaires :**

- **12 Mars** : Rencontre Médiathèque de Roubaix afin de créer un partenariat et découvrir les ressources sur le deuil possible pour le public.
- **8 Avril** : Présentation de dialogue et solidarité au PIF de Lille (Point Infos Famille).
- **18 avril** : Cinéma Univers Lille avait besoin de renseignements sur les étapes du deuil et sur le fonctionnement d'un groupe de parole.
- **22 Juillet** : Echange avec l'assistante sociale de la CAF de Valenciennes.
- **16 Septembre** : Echange avec l'intervenante seniors du Centre social centre de ville de Villeneuve d'Ascq (Pont de bois).
- **28 octobre** : Présentation de dialogue et solidarité à la Maison des Parents à Tourcoing.
- **28 octobre** : Présentation de dialogue et solidarité au Centre de prévention Agir- Arcoo de Lomme.
- **19 novembre** : Echange avec l'intervenante seniors du Centre social- culturel de Fresnes sur Escaut (secteur valencienne).
- **3 décembre** : Contact avec l'assistante sociale du SSTRN.

Relations avec réseaux professionnels :

Envoi de la plaquette et des informations sur l'action à notre réseau professionnel et ouverture à d'autres partenaires.

Participation à des événements :

- À l'initiative de partenaires
 - 12 mars** : Participation au café mortel de la coopérative funéraire dans les locaux de la 'cagette' à Roubaix. (Environ 20 personnes).
 - 5 novembre** : Participer à une conférence : Consoler nos enfants en situation de deuil. Organisé par l'association vivre son deuil. Animer par Helene Romano.
- Autres événements
 - 2 décembre** : Sensibilisation ou café deuil à la maison des parents à Tourcoing. Thème : Comment continuer à vivre après un deuil ? Les différentes étapes, comment faire face. (Environ 10 personnes).

PARTICIPATIONS AUX RÉUNIONS DE COORDINATION, D'ÉCHANGES, D'ANALYSES DE PRATIQUES**Organisées par Dialogue & Solidarité****Réunions nationales**

Le 15 mars, le 7 juin et le 29 novembre 2024

Analyse de pratiques

Supervision en visio du 2 avril, 25 juin, 24 septembre et 19 novembre 2024.

Organisées par la FNCIDFF

Réunion le 28 novembre 2024 sur le thème : le rapport au corps et l'impact physio biologique du deuil.

Autres réunions, formations, colloques

23 et 24 mai 2024 : Formation Accompagner un enfant, un ado en deuil - Animer par vivre son deuil.

On peut remarquer que l'action continue à progresser en termes de participations.

L'action commence à être repérée par les différents partenaires. Il y a eu plus d'entretiens physiques pour davantage de personnes.

L'accent a été mis sur la présentation de l'action Dialogue et Solidarité aux professionnel.les et au grand public par différents canaux de communications.

LES RÉGLES SANS TABOU



TROIS ANNÉES POUR BRISER LE SILENCE MENSTRUEL

Depuis 2021, le projet “**Les règles sans tabou**”, financé par la DREETS, s’attache à lutter contre la précarité menstruelle tout en déconstruisant les tabous et les idées reçues autour des règles. Porté par notre structure pour la troisième année consécutive, le projet s’adresse prioritairement aux femmes en situation de précarité, aux jeunes filles en difficulté, aux personnes en parcours de migration ou encore aux mères isolées, dans des territoires où l’accès à l’information et aux soins reste fragile.

En trois ans, ce sont **plus d’une centaine d’ateliers, forums et temps de sensibilisation qui ont été déployés sur l’ensemble du territoire** (MEL, CAVM, CAPH, CAMVS, Cambrésis), en lien avec de nombreux partenaires : CHRS, centres sociaux, hôpitaux, Maison des femmes, CPAM, structures d’insertion, associations...

En 2024, **587 personnes** ont bénéficié directement du projet, dont une majorité de femmes en situation de précarité, de jeunes femmes en parcours d’insertion, de jeunes filles en situations de handicap, ou encore de jeunes en établissements scolaires. Au-delà de la distribution de protections, il s’agit de proposer des espaces de dialogue, d’écoute, et d’accès aux savoirs liés à la santé menstruelle. Ces moments sont aussi des lieux où la parole se libère, souvent pour la première fois.

Lors des forums organisés dans le cadre du projet, de nombreuses participantes ont partagé leur souvenir des premières règles. Ces récits intimes et révélateurs révèlent à quel point le manque d’information, l’isolement ou l’embarras entourent encore trop fréquemment cette expérience corporelle pourtant universelle.

Je les ai eues au collège, après la cantine.

Je ne m’y attendais pas, j’ai pleuré.

Paroles de participante lors d’un atelier.

On m’en avait parlé... c’est mon frère qui m’a aidée.



Paroles de participante lors d’un atelier.



Ce vécu, souvent silencieux, fragilise durablement le rapport des jeunes filles à leur corps et à leur intimité, et **souligne l’importance de proposer des espaces bienveillants et éducatifs pour accompagner cette étape**, d’autant plus lorsque s’agrègent des situations plus graves, telles que l’oubli prolongé d’un tampon ou des incompréhensions sur le fonctionnement du cycle, qui peuvent mettre directement leur santé en danger.

A travers les projet “**Les règles sans tabou**”, nos ateliers ont ainsi permis de lever les tabous, de **fournir une information fiable et accessible**, et d’offrir aux jeunes filles — comme aux femmes — **les clés pour comprendre leur corps sans peur ni honte**.

Ce projet s’inscrit pleinement dans notre mission de promotion de l’égalité femmes-hommes et de la santé sexuelle, en rendant aux femmes et aux jeunes filles un savoir fondamental sur leur propre corps. En cela, “**Les règles sans tabou**” est bien plus qu’une action de sensibilisation : c’est un levier d’empowerment et de dignité.

INFORMER

30 ATELIERS DE SENSIBILISATION			Total
	Femme	Homme	Total
	220	36	256

3 FORUMS			Total
	Femme	Homme	Total
Cambrai, Armentières et Roubaix	299	32	331

DIALOGUER



Les impacts du tabou des règles sont nombreux sur la vie des femmes et des jeunes filles !

DES PERMANENCES DES ENTRETIENS DES QUESTIONS DE L'ÉCOUTE, DU SOUTIEN



- De l'information sur les droits en matière de vie affective et sexuelle
- De l'autodétermination autour de sa santé sexuelle
- Respect de l'intimité et du consentement de l'autre et de soi
- Repérer des lieux ressources en terme de vie affective et sexuelle.

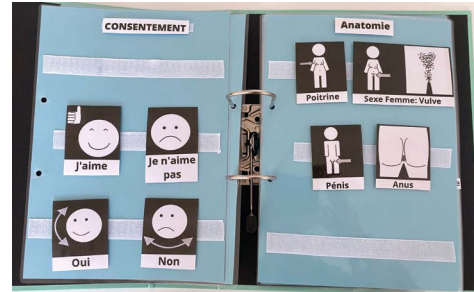
5 ESATS et un Foyer de vie, accompagnés tout au long de l'année.



1 projet fort à visée des jeunes adultes en situation de Handicap
Contraception et réduction des IST.

98% des personnes accompagnées par ce projet se sentent aujourd'hui plus à l'aise pour parler de leur corps et des relations.

DES CRÉATIONS D'OUTILS ADAPTÉS



- Un classeur de communication alternative spécifique vie affective et sexuelle.
- Un séquentiel photos pour la pose d'un préservatif.
- Des cartes évaluation.
- Des jeux de tri sur la contraception et les IST.

De nouvelles perspectives

- Intervenir auprès des plus jeunes, en école maternelle et primaire
- Poursuivre la prévention auprès des personnes en situation de Handicap
- Se former au Conseil conjugal et familial
- Créer des projets de prévention à travers l'art.

Dans le cadre de l'Appel à Projet "Santé des femmes" dans le bassin minier, le CIDFF a souhaité mettre à disposition des territoires du Hainaut et du Douaisis son expertise sur le public féminin et sa lecture globale des sujets concernant les femmes (violences sexistes et sexuelles, autonomie, égalité, ...) avec 2 objectifs : **reconnaitre les spécificités de la santé des femmes** et en particulier de la santé sexuelle et offrir **un cadre d'information** à la fois pour les femmes et pour les professionnel.le.s qui œuvrent à leurs côtés.

Durant un peu plus d'une année, l'équipe projet a décliné ateliers de **sensibilisations, formations, forums interactifs** proposant des espaces de **paroles** et de **réflexions, d'informations, de soutien** et de **prévention**.

Sant'elles

ma santé,
mes droits,
mes choix.



PRÉSENTATION DE L'ACTION

Le projet Sant'elles a été élaboré par le CIDFF pour le secteur du bassin minier dans le Nord, selon 2 territoires : le Hainaut et le Douaisis.

Il a été présenté et financé par l'Agence Régionale de Santé (ARS), la préfecture de région Hauts-de-France et la Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut (CAPH) dans le cadre du renouvellement du Bassin Minier de l'Appel à Projets "Santé des femmes".

Les actions s'adressent à différents types de publics :

- > **1** des femmes et des jeunes filles en grande précarité ou éloignées du soin et accompagnées par des Centres d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS), des centres sociaux, la PMI, ou des Maisons des parents et des ados, des associations sociales (Solfa, Prim'toit, AFEJI, Croix-Rouge), des missions locales ou des maisons de santé, et des établissements scolaires.
- > **2** des femmes et des jeunes filles en situation de handicap, LGBTQIA+ et personnes transgenres. Le projet est organisé selon deux axes principaux.
- > **3** des professionnel.le.s en contact avec ces femmes, afin de les toucher de façon indirecte.

Déploiement selon plusieurs modalités :

- Des sensibilisations et des formations pour les professionnels.le.s sur l'intégration de la santé sexuelle dans les accompagnements médico-sociaux.
- Des groupes réguliers d'échange de pratiques entre professionnel.le.s pour améliorer les accompagnements en santé sexuelle.
- Élaboration d'une cartographie des ressources et acteurs locaux spécialisés en santé sexuelle.
- 75 ateliers de sensibilisation auprès des femmes, avec plusieurs thématiques : IVG, contraception, IST, suivi gynécologique, consentement, éducation sexuelle des enfants, impact des médias et réseaux sociaux, etc.
- Interventions sur la santé sexuelle dans les établissements scolaires pour les jeunes filles¹⁸.
- Formation de médiatrices et d'ambassadrices en santé.
- Des événements avec conférence inaugurale pour professionnel.le.s avec Ghada Hatem (7/11/24) et des représentations théâtrales et forums publics dans chaque territoire.

Objectifs recherchés :

- > Améliorer les accompagnements en santé sexuelle.
- > Améliorer la connaissance des ressources pour la santé sexuelle.
- > Développer le réseau de médiatrices et d'ambassadrices santé.
- > Lutter contre le renoncement aux soins.

ma santé, mes droits, mes choix. ma santé, mes droits, mes choix. ma santé, mes droits, mes choix.

té, mes droi
santé, mes

CHIFFRES CLÉS

31%

des jeunes de 15-24 ans⁷
en France sont mal
informés sur le VIH
(transmission, traitements,
prévention...)



528⁸
personnes
vivent avec le VIH
En ignorant leur
séropositivité.

20%

des adolescents
de moins de 15 ans
sont déjà entrés
dans la sexualité.

45%⁹

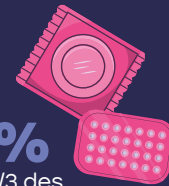
de premier
rapport sexuel
avec un nouveau
partenaire se déroule
sans préservatif
chez les jeunes de
16-25 ans en situation
de précarité.



+ d'1 femme/4
a déjà été victime
de violences physiques
ou sexuelles de la part
de son partenaire, pour les
femmes des Hauts-de-France.
(rapport de l'OMS, août 2024¹⁰).

30%

Près d'1/3 des
adolescents
déclarent n'avoir utilisé
ni préservatif ni
pilule contraceptive
lors de leur dernier
rapport sexuel¹¹.



Fécondité
des 12-20 ans¹² :

Quadruple
de la moyenne
nationale

(Surreprésentation des
grossesses adolescentes.)



1 grossesse/3
est non prévue
6/10 aboutissent
à une IVG¹³.

50%

des cancers
pourraient être évités
en réduisant ou limitant
l'exposition aux facteurs
de risques¹⁴.

Pas d'équité
d'accès aux
soins

densité moyenne
de professionnel.le.s
de santé < moyennes
nationales & disparités
intra-régionales très
importantes.

Le diabète¹⁵
40% plus élevé
qu'en France.

L'obésité
féminine en
progression¹⁷

Hauts-de-
France¹⁶

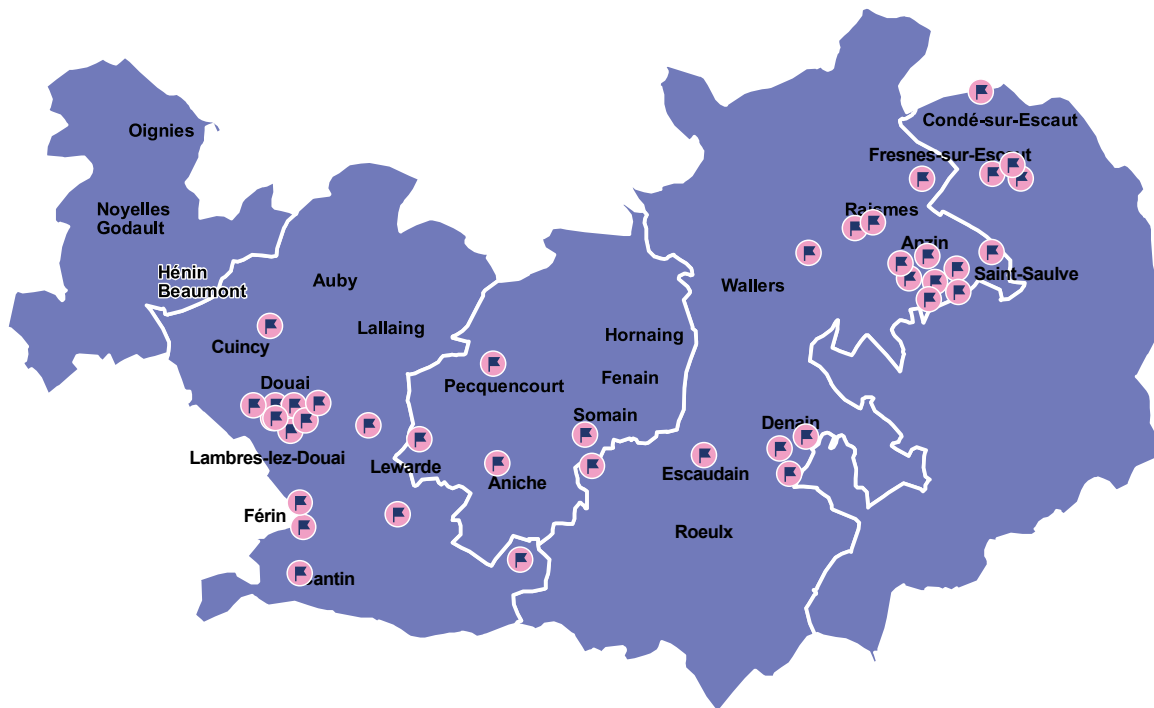
La région de France
la plus touchée
par le cancer !

32 660
nouveaux
cas/an
15 150 décès/an

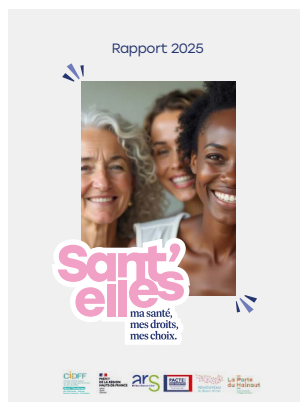
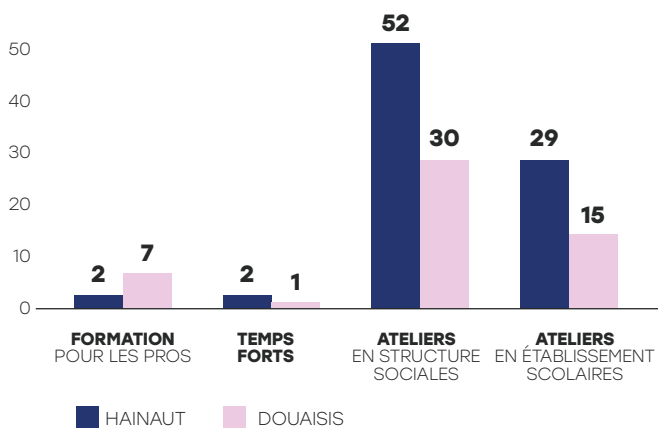
La surmortalité par
cancer est estimée à 13%
pour les femmes des
Hauts-de-France.

7. Rapport Sidaction cité par <https://www.zavamed.com/fr/sante-sexuellefrancais-2023-faits-mythes.html>. 8. Étude de la santé publique en France en 2023. 9. Missions locales Hauts-de-France étude ARS. AREFIE. 10. Données du rapport OMS 2024 à partir de l'enquête HBSC, pour Health Behaviour in Schoolaged Children) qui a porté sur plus de 242 000 jeunes de 15 ans dans 42 pays et régions entre 2014 et 2022. 11. Données du rapport OMS 2024. 12. ORS - Etude mai 2023. 13. Rapport santé du gouvernement. 14. Institut National du Cancer - Panorama 2024. - 15. ibidem. 16. Source ARS. 17. ibidem.

LOCALISATION DES ACTIONS SUR LE TERRITOIRE



RÉPARTITION DES ACTIONS SELON LE TERRITOIRE



Feuilleter le rapport

Le travail de sensibilisation et de formation a fait l'objet d'un travail de mesure d'effets réalisée par des consultantes d'Opteos. Un rapport est édité :



PARCOURS VERS L'INSERTION

L'ACCOMPAGNEMENT DES ALLOCATAIRES DU RSA du versant nord-est de la métropole Lilloise

Financée par le département du Nord dans le cadre de l'APP insertion et par le FSE+, et le ministère de l'égalité entre les femmes et les hommes, l'action s'est déroulée comme convenu dans l'offre de service pour accompagner 310 personnes allocataires du RSA, en file active.

La notion de parcours des personnes, avec l'emploi comme objectif reste très présente. Dans le cadre de l'accompagnement individuel, l'équipe est toujours amenée à aborder la question de l'emploi dès le démarrage. La mise en œuvre concrète des démarches professionnelles est encouragée dès que cela est possible pour la personne.

Notons que devant ces nouveaux objectifs définis par le Conseil départemental du Nord, le public accompagné reste confronté aux mêmes problématiques.

Le CIDFF accompagne essentiellement des femmes, qui ont un bas niveau de qualification et rencontrent divers freins à l'emploi. Les situations familiales, économiques et juridiques sont difficiles. Les parcours de ces femmes sont complexes et nous sommes souvent confrontées à des difficultés de mobilisation dans un parcours d'insertion. La projection vers l'emploi est loin d'être une chose aisée ; la notion de "parcours" induit de fait la question de la temporalité. Notre rôle est bien d'accompagner les femmes bénéficiaires du RSA vers la **résolution de difficultés** ; nous visons la levée des freins à l'emploi, pour ensuite être en capacité d'**accéder à un projet professionnel**.



Deux offres sont proposées : l'une prend la forme d'un **parcours intégré** avec plateau pluridisciplinaire qui permet à chaque femme de bénéficier d'un **accompagnement social** et d'un parcours permettant par l'**accès aux ateliers thématiques et aux formations** de favoriser un retour le plus rapide à l'emploi. (210 places annuelles).

La seconde prend la forme d'un parcours intégré favorisant la prise en charge sociale permettant de lever les freins à l'emploi. (100 places annuelles).



Réalisés avec les femmes accompagnées en insertion au CIDFF



QUELQUES CHIFFRES

485 personnes allocataires du RSA ont été accompagnées durant l'année.

155 sorties d'accompagnement ont été actées dont **40** sorties positives

205 ateliers internes ont été proposés sur l'année



ACCUEILLIR

3 182 entretiens dans le cadre du suivi des allocataires du Rsa dans leur accès à l'insertion ont été menés par 4,11 ETP de CIP.

Pour **396 personnes** un **entretien individuel** a pu se mettre en place. Ces entretiens peuvent être menés en présentiel ou en distanciel (téléphone/Visio). Les personnes sont orientées par les coaches du département après un diagnostic de leurs besoins. Le dispositif offre également un accès aux ateliers de mobilisation et développement de compétences.

LES CHIFFRES

RÉPARTITION PAR TRANCHE D'ÂGE

- De 18 ans	0,8%
De 18 à 25 ans	18,3%
De 26 à 35 ans	29,7%
De 36 à 45 ans	21,6%
De 46 à 55 ans	22,6%
De 56 à 65 ans	6%
Inconnu	1%



SITUATION CONJUGALE

Célibataire	0,3%
En couple	9,2%
En cours de séparation	5,8%
Inconnu	0,3%
Séparé.e	16,1%
Seul.e	65,8%
Veuf.ve	2,5%



ENFANTS À CHARGE

Inconnu	2,5%
Non	26,1%
Oui	71,4%



NIVEAU D'ÉTUDES

Bac	16,1%
Bac +2	5%
Bac +4	0,5%
Bac +8	0,3%
CAP/BEP	24,3%
Inconnu	5,1%
Pas de diplôme	48,7%

BRANCHE PROFESSIONNELLE

Artisan.e / Commerçant.e	
Chef.fe d'entreprise	1,8%
Contractuelle de la fonction publique	1,8%
Employé.e	95,5%
Intérim / Vacataire	0,9%

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

+ de 10 ans	2%
- de 6 mois	19,4%
Aucune	49,2%
de 2 à 5 ans	6,8%
de 6 à 24 mois	1,1%
de 6 à 9 ans	2,1%
Non renseigné	9,5%

THÉMATIQUES TRAVAILLÉES

Accompagnement création entreprise	0,9%	Elargissement des choix	3,6%
Accompagnement dans l'emploi	2,4%	Information création d'entreprise	0,8%
Accord entre la personne et la prescription initiale	10,7%	Mobilisation Outils de recherche / CV	18,8%
Action spécifique	11,5%	Recherche de formation	6,7%
Articulation des temps	8,8%	Recherche d'emploi	8,2%
Découverte des métiers	5,7%	Suivi post-crédation entreprise	0,7%
Elaboration projet orientation	13,4%	Validation des acquis VAE	0,1%

RESSOURCES PROPRES

AJPA	0,1%	Pension de réversion	0,2%
Allocation Adulte Handicapé (AAH)	0,4%	Prestations CAF	38,8%
Allocation chômage	0,2%	Prime d'activité	1,4%
Allocation d'Éducation de l'Enfant Handicapé (AEEH)	2%	Ressources de l'autre membre du couple	0,1%
Aucune ressource économique	2,6%	Ressources liées à l'aide (AJPA, etc.)	0,1%
Inconnu	0,3%	Revenu de Solidarité Active (RSA)	49,2%
Pension alimentaire/ Prestation compensatoire	0,7%	Salaire/Revenu de l'emploi	3,9%

LES FREINS À L'INSERTION %

	Freins Repérés	Freins Travillés	Freins Levés
Aidance	84,4	65,6	2,3
Aucun frein	10,6	13,6	7
Confiance en soi	220,4	165,3	9,3
Faible niveau informatique	138,7	53	3,3
Freins financiers	122,9	78,9	7,8
Freins linguistiques	60,1	39,7	0,3
Garde d'enfants	242,5	171,1	10,3
Illettrisme / analphabétisme	40,7	18,1	1
Insuffisance de formation et de qualification	269,6	132,9	3,3
Logement / hébergement	162,3	107,8	9,5
Manque d'expérience professionnelle	278,1	142,2	11,8
Mobilité	167,3	95,5	7,5
Santé	253,3	205	8,5
Situation administrative face à l'emploi	19,1	28,6	1,5
Situation de couple à résoudre	9	4,5	0,8
Souffrance au travail	10,6	9,5	2
Violences au sein du couple/ex	75,1	50,5	12,6
Violences au travail	4,5	3,8	2,5

LES ATELIERS

205 ateliers proposés en 2024

Exemple de thématique :

- Objectif AUTONOMIE NUMÉRIQUE
- Objectif CONFIANCE EN SOI
- Objectif JE DIS EMPLOI
- Objectif SANTE
- Objectif DROITS ET BUDGET
- Objectif DECOUVERTE
- Objectif REMUE MENINGES
- Objectif EMPLOI
- Objectif EN MOUVEMENT
- Objectif ORGANISER SA RECHERCHE D'EMPLOI
- Objectif CULTURE
- Objectif découverte : "CHEMIN DE MOTS"
- Groupe de paroles AIDANTES

COMPÉTENCES

EXEMPLE D'ATELIERS

OBJECTIF AUTONOMIE NUMERIQUE

Pour évaluer et faire progresser les participantes vers une autonomie numérique l'atelier utilise l'outil "Les Bons Clics" qui est un site internet dédié à l'apprentissage du numérique et présentant des modules de formation pour les aidants.

Sont abordées :

- Les notions informatiques
- Gérer sa boîte mail et l'agenda numérique
- La sécurité sur internet
- Les réseaux sociaux et les messageries instantanées



QUELQUES CHIFFRES

23 entrées

44 ateliers

16 Habitantes des QSPV

Moyenne d'âge :

2 de 18 à 25 ans

10 de 26 à 49 ans

11 + de 50 ans

18 sorties

Motifs de sorties :

3 abandons

3 emploi ou formation

3 objectifs atteints

8 raisons légitimes

AUTONOMIE

EMPLOI



3 ateliers

ont pu être financés en complément des ateliers du plateau pluridisciplinaire. Ils ont bénéficié à **64 femmes de Roubaix, Lille et Tourcoing.**

Un atelier danse

10 sessions animé par Yolanta Pauwels

La danse a transformé ma vie, ça m'a oxygéné la tête, m'a fait découvrir autre chose. J'ai rencontré des belles personnes, je me suis sentie libre de mon corps, libre dans ma tête. Grâce à l'atelier danse, je me suis découverte une âme d'aventurière.

Jamais j'aurais cru être capable de bouger comme ça, aussi librement, sans avoir peur du regard des autres



Un atelier corps et voix

10 sessions animé par Camélia Khochnevis



J'ai essayé de me détendre mais c'est difficile pour moi car je suis timide.

J'ai appris une nouvelle technique, je vais la refaire avec mes enfants.

Le groupe était sympa, je me suis sentie en confiance.

Un atelier art floral

1 sessions animé par Dominique Nguyen

C'est agréable de faire quelque chose de nos mains, sans forcément parler de travail ou de nos problèmes.

Ça permet de rencontrer des femmes qui sont pareil que nous.



ACCOMPAGNEMENT SPÉCIFIQUE DE FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES BÉNÉFICIAIRES DU RSA

En 2024 à la demande du département du Nord le CIDFF NORD TERRITOIRES a déployé une action spécifique destinée entre autre aux femmes victimes de violences sexistes et sexuelles bénéficiant du RSA.

Orientées par les services "emploi" du département du Nord, les femmes sont accompagnées sur le plan social, mais aussi sur les aspects psycho sociaux et juridiques.

L'accompagnement est destiné aux femmes de la Direction Territoriale de Lille.

59 FEMMES ACCOMPAGNÉES 

Les femmes ayant bénéficié d'un entretien individuel ont les **profils suivants** :

- **Âge** : la tranche d'âge la plus représentée est celle de **26 à 35 ans** avec 39% des femmes.
- **Situation conjugale** : les femmes sont réparties de la façon suivante : 4% en couple, 9% en cours de séparation, 4% veuf-ve, 4% inconnu, 35% seule.
- **Situation parentale** : 78% des femmes ont au moins un enfant à charge.
- **Situation professionnelle** : 4% des femmes sont en emploi et 96% sont sans emploi.
- **Nationalité** : les femmes sont réparties de la façon suivante : 61% française, 2% union européenne, 35% hors U.E.




Les bénéficiaires ont émis **222** demandes, dont 222 demandes émises par des femmes. 39% concernent la Lutte contre les VSS et les discriminations, et 36% concernent l'Insertion professionnelle, la formation ou la création d'entreprises.


43 femmes victimes de violences ont bénéficié d'un entretien individuel avec le CIDFF. Parmi elles, **37** (soit 86%) ont explicitement exprimé une demande concernant les VSS tandis que **6** (soit 14%) ont été identifiées comme victimes de violences par la ou le professionnel le ayant mené l'entretien.

La majorité des femmes victimes de violences ayant bénéficié d'un entretien individuel avec le CIDFF le sont pour **79%** d'entre elles dans un contexte de Violences au sein du couple ou ex-couple.

TYPE DE VIOLENCES OU DISCRIMINATIONS AU SEIN DU COUPLE

		%
Cyberviolences (cybercontrôle, cyberharcèlement...)	1	2%
Harcèlement moral	8	19%
Insultes et menaces verbales	19	44%
Violences économiques et / ou administratives	16	37%
Violences physiques	30	70%

TYPE DE VIOLENCES OU DISCRIMINATIONS INTRAFAMILIALES

		%
Harcèlement moral	1	2%
Inceste / Viol sur mineur-e	4	9%
Insultes et menaces verbales	3	7%
Mariage forcé	1	2%

LA DOMICILIATION

Agrément 2024 :

30 personnes sur Roubaix | 15 personnes sur Tourcoing | 15 personnes sur Valenciennes

La domiciliation permet à toute personne sans domicile stable :

- de recevoir du courrier,
- de remplir certaines obligations et faire valoir certains droits et prestations (*délivrance d'une carte nationale d'identité, inscription sur les listes électorales, bénéfice de l'aide juridictionnelle...*).

Une personne sans domicile stable est une personne qui ne dispose pas d'une adresse lui permettant d'y recevoir et d'y consulter son courrier de manière constante et confidentielle. Toute personne incarcérée qui prépare sa sortie de prison et qui n'a pas de domicile de secours ou de domicile personnel, entre également dans le champ de cette définition.

Pour prétendre à une élection de domicile, il faut avoir un lien avec la commune ou le groupement de communes.

Toute personne est considérée avoir ce lien :

- si son lieu de séjour est le territoire de la commune à la date de la demande de domiciliation, indépendamment de son mode de résidence,
- ou si elle exerce une activité professionnelle sur la commune,
- ou si elle bénéficie d'une action d'insertion ou d'un suivi social, médico-social ou professionnel ou qu'elle a entrepris des démarches à cet effet sur la commune,
- ou si elle a des liens familiaux avec une personne vivant dans la commune,
- ou si elle exerce l'autorité parentale sur un enfant mineur qui y est scolarisé.

Les organismes pouvant procéder à l'élection de domicile sont les Centres Communaux d'Action Sociale (CCAS), les Centres Intercommunaux d'Action Sociale (CIAS) ainsi que les organismes agréés à cet effet par le Préfet de Département.

Le CIDFF Nord Territoires est agréé pour l'établissement de domiciliations pour les publics accueillis par le CIDFF dans le cadre de l'accompagnement des allocataires du RSA, entre autres.

Les personnes sont reçues pour un premier entretien de diagnostic afin de vérifier qu'elles entrent dans les critères de l'agrément donné par le Préfet de Département. Ensuite, les personnes peuvent recevoir leur courrier au CIDFF et nous les accompagnons régulièrement dans leurs démarches sociales, administratives et de droit par l'orientation interne ou partenariale.

QUELQUES CHIFFRES



Roubaix

Nombre de demandes d'élections de domiciliation reçues au cours de l'année écoulée

1^{ÈRES} DEMANDES

En nombre de demandes	24
En nombre de personnes (24 + 4 enfants)	28

RENOUVELLEMENTS

En nombre de demandes	14
En nombre de personnes (14 + 4 enfants)	18

TYPLOGIE DU PUBLIC

1 Femme isolée	2 Personnes âgées de 18 à 25 ans
1 Homme isolé	11 Personnes âgées de plus de 25 ans
2 Familles monoparentales	1 Personnes âgées de plus de 60 ans
6 Familles vivant en couple (12 personnes dont 10 domiciliées au CIDFF Nord/Territoires)	

TOTAL **38** demandes
46 personnes (38 + 8 enfants)

Tourcoing

1^{ÈRES} DEMANDES

En nombre de demandes	2
En nombre de personnes (4 + 2 enfants)	6

RENOUVELLEMENTS

En nombre de demandes	12
En nombre de personnes (12 + 11 enfants)	23

TYPLOGIE DU PUBLIC

19 Femmes isolées	15 Personnes âgées de 18 à 25 ans
14 Hommes isolés	21 Personnes âgées de plus de 25 ans
3 Familles monoparentales	2 Personnes âgées de plus de 60 ans
2 Familles vivant en couple	

TOTAL **14** demandes
29 personnes (14 + 15 enfants)

Valenciennes

1^{ÈRES} DEMANDES

En nombre de demandes	1
En nombre de personnes (1 + 2 enfants)	3

TYPLOGIE DU PUBLIC

1 Famille monoparentale
1 Personne âgée de plus de 25 ans

LA FORMATION

Contact formation :
formation@cidffnt.org

RENFORCEMENT DES COMPÉTENCES ET PROFESSIONNALISATION : NOS ACTIONS DE FORMATION

Qualiopi
processus certifié
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

En 2024, nous avons **consolidé notre offre avec une expertise reconnue par l'obtention de la certification Qualiopi en 2023**, gage de qualité et de crédibilité auprès de nos partenaires institutionnels. Cette reconnaissance valide notre engagement dans une **démarche pédagogique exigeante et adaptée aux réalités de terrain**, et nous permet de poursuivre notre objectif : **outiller les professionnel·les pour prévenir les violences, promouvoir l'égalité et mieux accompagner les publics.**

Sur l'année, 6 structures ont bénéficié de nos formations, déployées sur trois thématiques prioritaires :

- Repérer et lutter contre les violences au sein du couple : 35 heures de formation au total ;
- Égalité et sexisme : enjeux et perspectives : 14 heures de formation au total ;
- Violences sexistes et sexuelles au travail : 7 heures de formation au total.

Au total, **74** professionnel·es ont été formé·es. Les retours sont très positifs : **98 % se déclarent satisfait·es** ou très satisfait·es, et **97 %** estiment que la formation a répondu à leurs attentes. Ces chiffres traduisent la qualité de nos contenus, l'expertise des intervenant·es et l'impact concret de nos formations sur les pratiques professionnelles.

L'analyse des questionnaires de positionnement remplis avant et après la formation montre également une évolution pédagogique significative chez les stagiaires. Les professionnel·es renforcent leur capacité à repérer les situations de violences au sein du couple, à identifier les mécanismes du sexisme et leurs impacts structurels, et à adopter une posture adaptée pour accompagner leurs publics. En fin de formation, les **stagiaires déclarent se sentir mieux outillé·es pour accueillir la parole, orienter les publics et questionner leurs propres pratiques.** Ces résultats confirment l'expertise de nos intervenant·es, la pertinence de nos objectifs pédagogiques et l'efficacité des outils proposés.

En 2025, nous poursuivrons cette dynamique avec un élargissement de notre offre thématique.



Conférence sur le genre et les risques psycho-sociaux au travail
Nov. 2024

PRÉVENTION



CHIFFRES CLÉS



Nbr d'actions collectives	575
Nbr de sessions	702
Nbr total d'heures	4 899,50
Nbr total de personnes informées	8 667

Nbr de femmes	6 220
Nbr d'hommes	2 351
Nbr de genres neutres	96

FORMATIONS

Nbre d'actions collectives concernées	29
Nbre de sessions concernées	33

ATELIERS

Nbre d'actions collectives concernées	251
Nbre de sessions concernées	328

MILIEUX OU ORGANISMES CONCERNÉS

	Nb sessions	%
Association	458	65
Collectivité	37	5
Entreprise	7	1
Établissement scolaire	132	19
Institution publique	50	7
Quartier politique de la ville	21	3
Zone rurale	12	2

NBRE D'INTERVENTIONS COLLECTIVES/TERRITOIRE

Hainaut	60
Mel	401
Avesnois	30
Cambrai	36
Douai	31



ÉGALITÉ

Les thématiques :

Emploi	Nb actions	Accès au droit	Nb actions	Violences	Nb actions
Mobilité/Permis de conduire	12	Aidance	35	Consentement	6
Mixité des métiers	12	Développement de la pratique sportive	3	Cyberviolences	11
Garde d'enfant	5	Alimentation	5	Harcèlement moral	2
Information sur le bassin d'emploi	14	Gestion de budget familial/ Dettes & crédits	5	Harcèlement sexuel	1
Validation d'Acquis d'Expérience (VAE)	10	Logement/location/ Immobilier	2	Journée du 25 novembre (violences)	1
Favoriser l'insertion professionnelle	91	Egalité		Mutilation sexuelle	2
Élargissement/Diversification des choix professionnels	41	Égalité F/H	55	Violences au sein du couple	72
Articulation des temps	42	Égalité professionnelle F/H	5	Violences au travail	9
Autonomie numérique	77	Égalité/Respect filles et garçons	20	Violences envers les personnes LGBTQIA+	1
Recherche d'emploi	14	Lutte contre les stéréotypes	68	Violences et handicap	1
Recherche de formation	3	Journée droits des femmes (8 mars)	4	Violences gynécologiques/ obstétricales	3
Découverte des métiers	29	Vie familiale		Violences intrafamiliales (hors couple)	6
Accompagnement dans l'emploi et/ou la formation	121	Veuvage/Deuil	1	Violences sexistes hors du couple	34
Découverte du milieu de l'entreprise	6	Parentalité/Autorité parentale	47	Violences sexuelles	49
Insertion Sociale		Présentation de la médiation familiale	59	Divers	
Aidance	5	Santé		Les services du CIDFF	92
Développement de la pratique sportive	11	Octobre Rose	1	Développement du CIDFF/ Partenariat	68
Alimentation	1	Prévention IST/VIH	1		
Gestion de budget familial/ Dettes & crédits	19	Sexualité/Contraception/IVG	101		
Logement/location/ Immobilier	2	V.A.S. (Evars)	4		
		Grossesse	1		



LE CIDFF MET SON EXPERTISE AU PROFIT DU DÉPLOIEMENT DU DISPOSITIF ANGELA

En 2024, nous avons lancé une expérimentation formation dans le cadre du dispositif Angela, en partenariat avec la Ville de Lille et la Ville de Marcq-en-Barœul. **Ce dispositif vise à permettre aux personnes se sentant en insécurité ou victimes de violences sexistes et sexuelles dans l'espace public de trouver refuge auprès de commerces ou lieux partenaires signalés.**

Notre intervention a porté sur la formation des agent·e·s de la Ville ainsi que des commerçant·e·s volontaires afin de leur permettre d'adopter les bons réflexes face à une personne victime de violence sexuelle et sexuelle, qui trouverait refuge dans leur établissement.

Connaître les différentes formes de violences sexistes et sexuelles et le cadre juridique qui les accompagne :

- Comprendre les conséquences des violences immédiates et à plus long terme et la manière dont elles impactent l'accueil d'une victime ;
- Savoir agir en tant que personne alertée : accueillir, écouter, orienter ;
- Accompagner la conception d'un dispositif de prévention efficace contre les violences sexistes et sexuelles dans son établissement.

Au total, **3 sessions** ont été organisées à Lille et Marcq-en-Barœul, avec **28 participant.e.s.** Les premiers retours ont confirmé l'importance de cette montée en compétence : les participant·e·s ont souligné le **caractère concret, rassurant et immédiatement mobilisable des outils transmis.**

Face à l'intérêt suscité et aux besoins exprimés, le déploiement de **ces formations sera élargi en 2025**, avec de nouveaux modules à destination d'un plus large réseau de commerçant·e·s et d'agent·e·s de proximité, en lien avec les villes et les agglomérations engagées dans la démarche.



LA LUDOPÉDAGOGIE AU CŒUR DE NOS INTERVENTIONS : SENSIBILISER AUTREMENT POUR FAIRE BOUGER LES LIGNES

Convaincu.e.s que le changement des représentations ne peut advenir que si les publics sont pleinement acteurs de leur réflexion, nous faisons le choix de **méthodes participatives** pour impliquer nos publics et provoquer des déclics. Nos formations et actions de prévention intègrent ainsi des **outils ludopédagogiques**, conçus pour permettre à chacun·e de s'exprimer, de réfléchir collectivement, de se confronter à la complexité des enjeux et de **s'appropriation des savoirs de manière vivante et concrète.**

Parmi ces outils, certains sont déjà bien ancrés dans notre pratique à l'instar du **"Moi c'est Madame"**, qui permet de travailler l'autodéfense verbale en ripostant de manière sécuritaire, diplomate ou avec humour à des attaques sexistes.

Au cœur de cette dynamique, notre pôle prévention déploie des trésors d'ingéniosité pour imaginer, créer et mettre en oeuvre des outils inédits, en prise directe avec les besoins du terrain. Qu'il s'agisse de jeux de rôle, d'escape games, de jeux de cartes, de jeux de plateau, chaque dispositif est conçu pour faire bouger les lignes, susciter l'engagement et rendre les participant·e·s pleinement acteurs et actrices du changement.

C'est ainsi que notre équipe a développé un **escape game** sur la thématique des violences au sein du couple à destination des lycéen·ne·s, pour leur permettre de comprendre les mécanismes des violences et de déconstruire les mythes amoureux qui banalisent les comportements toxiques, tout en leur **donnant des ressources pour agir.**

Parmi nos outils maison, **"Question pour un tampon"** illustre particulièrement bien notre approche. Ce quiz itinérant, qui s'appuie sur une roue bricolée par nos soins, mêle humour, connaissances et réflexion autour des règles et de la précarité menstruelle. Chaque chiffre désigné par la roue renvoie à une question, prétexte à la délivrance d'information et à la discussion. Ce format ludique crée une dynamique d'entrée en matière, désamorce la gêne autour du sujet et facilite l'ouverture des échanges.

Grâce à cette diversité d'outils, notre action dépasse la formation traditionnelle : elle s'inscrit dans une volonté de changer les représentations, d'affirmer un regard critique sur les stéréotypes, les inégalités et les violences, et d'accompagner chacun·e vers une prise de conscience durable, une posture plus juste, et une capacité renforcée à agir.



Agir pour changer le
modèle de société et
atteindre "l'égalité de faits"

PARTENAIRES & SOUTIENS

Le projet développé par le CIDFF NORD TERRITOIRES ne pourrait se réaliser sans la confiance et le soutien de nos financeurs.

L'État en premier lieu, et en particulier les services régionaux et départementaux du droit des femmes et de l'égalité femmes - hommes, les autres ministères et services de l'État : justice, cohésion sociale, emploi...

La région Hauts de France, le département du Nord sur les volets insertion des femmes et lutte contre les violences intra familiales, l'ARS Hauts de France, la CPAM, la CAF du Nord pour la médiation familiale, la MSA, l'OCIRP pour l'action Dialogue et Solidarité, les villes et agglomérations des arrondissements où nous sommes présents.

Les fondations et partenaires La fondation des femmes, la fondation Orange, Soroptimist.

Enfin l'éco-système partenarial sans lequel aucune des actions présentées dans ce rapport ne pourraient se développer : établissements sociaux, établissements scolaires, centres de formation, entreprises, associations de territoires, centres sociaux, centres hospitaliers, ...



Le CIDFF Nord territoires est adhérent à la Fédération Nationale des CIDFF, à la Fédération Régionale des CIDFF Hauts-de-France, la Fédération des Centres d'Insertion, aux Maisons des Associations de Cambrai, Lille, Roubaix, Tourcoing, Valenciennes. Il est inscrit au code de l'action sociale. Il est agréé Association spécialisée d'Aide aux Victimes de Violences sexistes et sexuelles par le Ministère de la Justice. Il est également organisme de formation certifié Qualiopi.



Centre d'information
sur les droits des femmes
et des familles

Nord / Territoires

Lille Métropole - Hainaut
Sambre Avesnois - Cambrésis

CIDFF NORD TERRITOIRES

198 rue de Lille 59100 Roubaix

03 20 70 22 18

<https://nord-territoires.cidff.info>

